



# DOSSIER D'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA REGLEMENTATION ICPE ET NOTICE D'INCIDENCES

Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup – Déchetterie de  
Saint-Gely-du-Fesc





# DOSSIER D'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA REGLEMENTATION ICPE ET NOTICE D'INCIDENCES



Dossier réalisé en partenariat avec  
le bureau d'études



## DOSSIER D'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA REGLEMENTATION ICPE ET NOTICE D'INCIDENCES

Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup – Déchetterie de  
Saint-Gely-du-Fesc

N° affaire : CAPSEFR\_R1\_1841

N° document : CAPSEFR\_R1\_1841\_1\_RevA (Dossier Enregistrement)

Historique des modifications

A	03/12/2018	Creation du document	LA		
Ref.	Date	Objet des modifications	Red.	Vérif.	App.

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>CONTEXTE ET OBJET DE L'ETUDE .....</b>	<b>6</b>
<b>2</b>	<b>IDENTITE DU DEMANDEUR .....</b>	<b>8</b>
2.1	DENOMINATION ET RAISON SOCIALE .....	8
2.2	PETITIONNAIRE .....	8
2.3	RESPONSABLE DU SUIVI DU DOSSIER .....	8
2.4	CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES .....	8
2.4.1	<i>Organigramme</i> .....	8
2.4.2	<i>Capacités financières</i> .....	10
<b>3</b>	<b>DESCRIPTION DU SITE .....</b>	<b>11</b>
3.1	LOCALISATION DU SITE .....	11
3.2	DESCRIPTION DU PROJET D'AGRANDISSEMENT DE LA DECHETTERIE .....	12
3.3	SITUATION ADMINISTRATIVE .....	13
3.3.1	<i>Au titre de la réglementation ICPE</i> .....	13
3.3.2	<i>Au titre de la Loi sur l'Eau</i> .....	13
3.3.3	<i>Au titre de l'urbanisme</i> .....	14
3.3.4	<i>Evaluation des incidences Natura 2000</i> .....	15
<b>4</b>	<b>CLASSEMENT DANS LA NOMENCLATURE ICPE .....</b>	<b>17</b>
4.1	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES .....	17
4.2	DESIGNATION DE L'ACTIVITE DANS LA NOMENCLATURE ICPE .....	17
4.3	CLASSEMENT ICPE DES INSTALLATIONS .....	17
<b>5</b>	<b>DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>19</b>
5.1	DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA DECHETTERIE .....	19
5.1.1	<i>Milieu physique</i> .....	19
5.1.2	<i>Milieu biologique</i> .....	25
5.1.3	<i>Milieu humain</i> .....	27
5.2	EVALUATION DES INCIDENCES .....	28
5.2.1	<i>Impact sur le milieu physique</i> .....	28
5.2.2	<i>Impact sur le milieu biologique</i> .....	36
5.2.3	<i>Incidences sur le milieu humain</i> .....	37
<b>6</b>	<b>RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'INSTALLATION (PIECE N°6 DU CERFA)40</b>	
6.1	DOCUMENTS JUSTIFIANT DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION .....	40
<b>7</b>	<b>COMPATIBILITE AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES (PIECE N°12 DU CERFA).....</b>	<b>48</b>
7.1	COMPATIBILITE AVEC LE PLU .....	48
7.2	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE RMC .....	49
7.2.1	<i>Compatibilité avec les grandes orientations du SDAGE</i> .....	49



7.2.2	<i>Compatibilité avec les mesures prescrites par le SDAGE.....</i>	<i>50</i>
7.3	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SAGE « LEZ-MOSSON-ÉTANGS PALAVASIENS » .....	52
7.4	PLANS DE GESTION ET DE PREVENTION DES DECHETS.....	53
7.4.1	<i>Plan national de prévention des déchets .....</i>	<i>53</i>
7.4.2	<i>Plan régional de prévention des déchets.....</i>	<i>54</i>
7.5	PPRI DE LA COMMUNE DE ST-GELY-DU-FESC.....	55
<b>8</b>	<b>CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE EN FIN D'EXPLOITATION .....</b>	<b>56</b>
8.1	REMISE EN ETAT DU SITE APRES CESSATION D'ACTIVITE.....	56
8.2	CHOIX DES USAGES FUTURS DU SITE .....	56

## Liste des figures

FIGURE 1 : ORGANIGRAMME DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP .....	9
FIGURE 2 : ORGANIGRAMME DU SERVICE ENVIRONNEMENT ET DE SES SOUS-SERVICES .....	10
FIGURE 3 : LOCALISATION DU SITE (SOURCE : PLAN DE SITUATION- AVANT-PROJET).....	11
FIGURE 4 : PARCELLES CADASTRALES CONCERNEES PAR LE PROJET D'AGRANDISSEMENT DE LA DECHETTERIE DE ST-GELY-DU-FESC ....	12
FIGURE 5 : ZONAGE DES PARCELLES CONCERNEES PAR LE PROJET .....	14
FIGURE 6 : CLASSEMENT SONORE DE LA RD986 (SOURCE : RAPPORT DE PRESENTATION DU PLU DE ST-GELY-DU-FESC).....	19
FIGURE 7 : COURS D'EAU SITUES A PROXIMITE DU PROJET .....	20
FIGURE 8 : OBJECTIF D'ATTEINTE DU BON ETAT ECOLOGIQUE ET CHIMIQUE (SOURCE : SDAGE 2016-2021).....	21
FIGURE 9 : LOCALISATION DE LA MASSE D'EAU « CALCAIRES ET MARNES EOCENES ET OLIGOCENES DE L'AVANT-PLI DE MONTPELLIER » (SOURCE : ADES.EAUFRANCE) .....	21
FIGURE 10 : CARACTERISTIQUES DE LA MASSE D'EAU (SOURCE : SIERM.EAURMC) .....	22
FIGURE 11 : GEOLOGIE DU SITE D'ETUDE (SOURCE : BRGM) .....	23
FIGURE 12 : POINT DE REJET ACTUEL ET FUTUR DES EAUX PLUVIALES AU MILIEU NATUREL.....	33
FIGURE 13 : LOCALISATION DU POTEAU INCENDIE ACTUEL (PHOTO DE GAUCHE ET VUE AERIENNE) ET FUTUR .....	35

## Liste des tableaux

TABEAU 1 : SITES NATURA 2000 SITUES A PROXIMITE DE LA ZONE D'ETUDE.....	15
TABEAU 2 : EXTRAIT DE LA NOMENCLATURE ICPE .....	17
TABEAU 3 : SITES NATURELS REGLEMENTES A PROXIMITE DE LA ZONE D'ETUDE .....	25
TABEAU 4 : DECHETS ACCEPTES SUR LE SITE DE LA FUTURE DECHETTERIE .....	38
TABEAU 5 : DISPOSITIONS MISES EN ŒUVRE PAR LA CCGPSL RELATIVES AUX PRESCRIPTIONS GENERALES DE L'ARRETE DU 26/03/2012.....	41
TABEAU 6 : PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES VISES PAR L'ARTICLE R122-17 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT.....	48
TABEAU 7 : PROGRAMME DE MESURES CONCERNANT LES MASSES D'EAU SOUTERRAINES DU TERRITOIRE COMMUNAL .....	50
TABEAU 8 : PROGRAMME DE MESURES CONCERNANT LES MASSES D'EAU SUPERFICIELLES – SOUS BASSIN CO817809.....	51

## 1 CONTEXTE ET OBJET DE L'ETUDE

La Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup est née le 1er janvier 2010 de la fusion des Communautés de communes de l'Orthus, du Pic Saint-Loup et de Séranne Pic Saint-Loup (arrêté préfectoral du 7 décembre 2009). Elle regroupe 36 communes.

Huit déchetteries fixes sont aménagées sur l'ensemble de son territoire.

La déchetterie de St Gély-de-Fesc, objet du présent dossier d'enregistrement, fait actuellement l'objet d'un agrandissement. Celle-ci sera concernée par la rubrique ICPE 2710 – Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets – et sera soumise :

- ✓ A déclaration pour la collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t ;
- ✓ A enregistrement pour son activité de collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m<sup>3</sup>.

Ainsi, conformément à l'article R512-46-4 du code de l'environnement, une demande d'enregistrement doit être remise au préfet, à laquelle doivent être joints :

- ✓ 1° Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée ;
- ✓ 2° Un plan, à l'échelle de 1/2 500 au minimum, des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à [l'article L. 512-7](#), le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres ;
- ✓ 3° Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200 au minimum, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau. Une échelle plus réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration ;
- ✓ 4° Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale ;
- ✓ 5° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, la proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ;
- ✓ 6° Le cas échéant, l'évaluation des incidences Natura 2000 dans les cas et conditions prévus par les dispositions réglementaires de la sous-section 5 de la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre IV ;
- ✓ 7° Les capacités techniques et financières de l'exploitant ;
- ✓ 8° Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du présent titre, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions ;
- ✓ 9° Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 16° à 23°, 26° et 27° du tableau du I de l'article [R. 122-17](#) ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article [R. 222-36](#) ;

- ✓ 10° Lorsque les installations relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :
  - a) Une description des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre des gaz à effet de serre ;
  - b) Une description des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;
  - c) Une description des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement ;
  - d) Un résumé non technique des informations mentionnées aux a à c ;
- ✓ 11° Pour les installations d'une puissance thermique supérieure à 20 MW générant de la chaleur fatale non valorisée à un niveau de température utile ou celles faisant partie d'un réseau de chaleur ou de froid, une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages ;
- ✓ 12° Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure ou égale à 20MW, une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur.

L'article R512-46-3 stipule quant à lui que la demande d'enregistrement doit être accompagnée des éléments suivants :

- ✓ 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire ;
- ✓ 2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;
- ✓ 3° La description, la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dont l'installation relève ;
- ✓ 4° Une description des incidences notables qu'il est susceptible d'avoir sur l'environnement, en fournissant les informations demandées à l'annexe II. A de la directive 2011/92/ UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

La présente demande d'enregistrement regroupe ainsi l'ensemble des éléments requis par les articles R512-46-3 et R512-46-4 du Code de l'Environnement.

## 2 IDENTITE DU DEMANDEUR

### 2.1 DENOMINATION ET RAISON SOCIALE

Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup
<b>Raison sociale</b> : Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup <b>Adresse</b> : Hôtel de la Communauté – 25 allée de l'Espérance – 34 270 <b>Forme juridique</b> : EPCI <b>SIRET</b> : 20002298600018

### 2.2 PETITIONNAIRE

Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup
<b>Nom</b> : Alain BARBE <b>Statut</b> : Président de la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup

### 2.3 RESPONSABLE DU SUIVI DU DOSSIER

Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup
<b>Nom</b> : Jean-Marc GHISALBERTI <b>Fonction</b> : Adjoint au Directeur des Services Techniques <b>Coordonnées</b> : <a href="mailto:jm.ghisalberti@ccgpsl.fr">jm.ghisalberti@ccgpsl.fr</a>

### 2.4 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

#### 2.4.1 Organigramme

Le service déchetterie du Grand Pic Saint Loup fait partie du service environnement de la communauté de communauté, dirigé par Monsieur Laurent LADRECH (cf. Figure 1 suivante), divisé 3 sous-services :

- ✓ Collecte des déchets
- ✓ Transfert des déchets, correspondant au service déchetterie ;
- ✓ Moyens techniques.

La Figure 2 ci-après correspond à l'organigramme du service environnement.



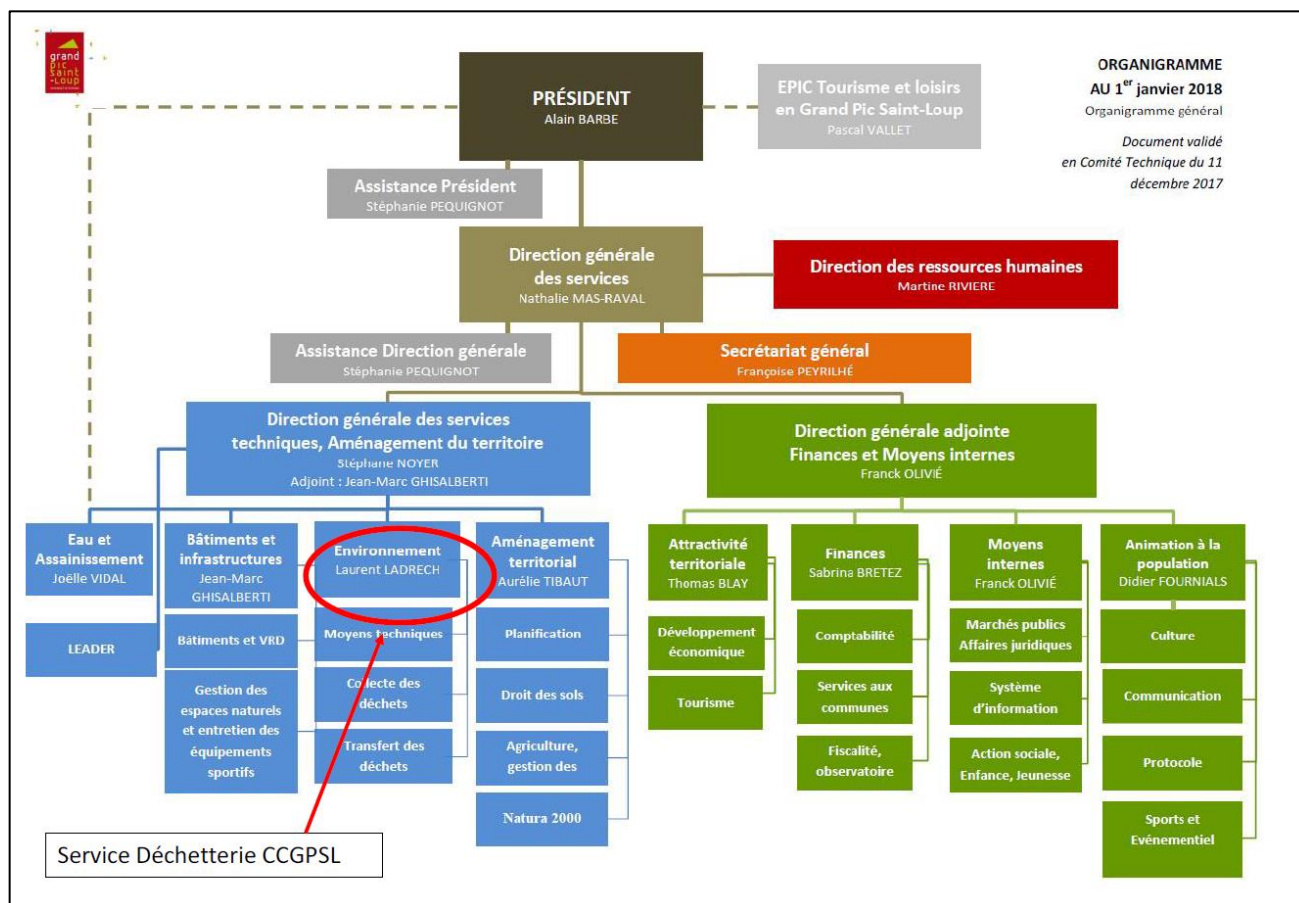


Figure 1 : Organigramme de la communauté de communes du grand Pic Saint Loup

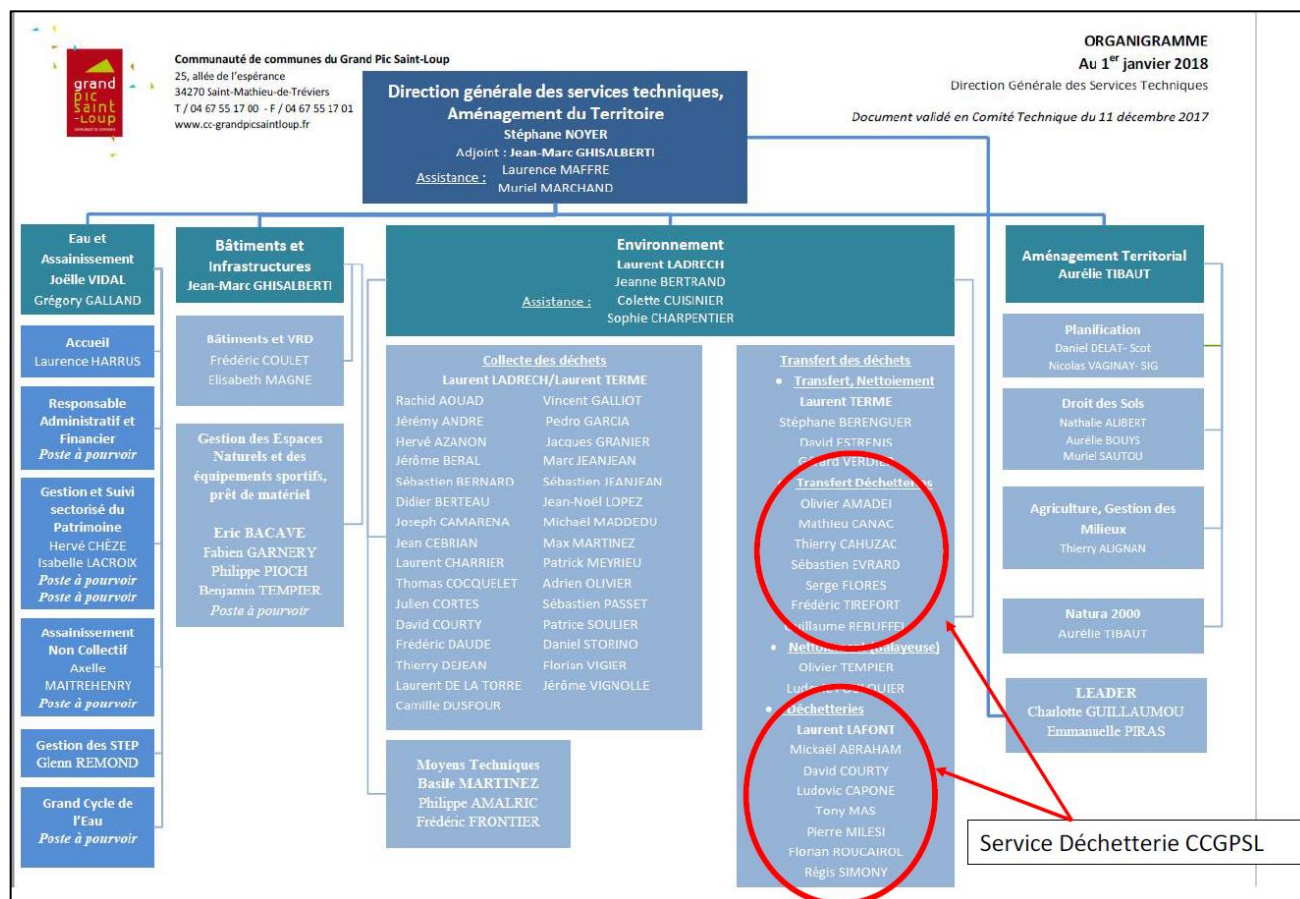


Figure 2 : Organigramme du service environnement et de ses sous-services

## 2.4.2 Capacités financières

L'analyse financière du budget 2017 a permis de démontrer :

- ✓ Un maintien des recettes grâce notamment au développement des filières aidées par les Eco-organismes ;
- ✓ Un bon résultat financier avec maîtrise des coûts, permettant au service déchet de se développer sans contracter d'emprunt.

Le rapport financier annuel de l'année 2017 ainsi que le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service sont fournis en Annexe 1 et Annexe 2.



## 3 DESCRIPTION DU SITE

### 3.1 LOCALISATION DU SITE

La déchetterie de St-Gély-du-Fesc est implantée sur la commune de St-Gély-du-Fesc dans le département de l'Hérault (34) :

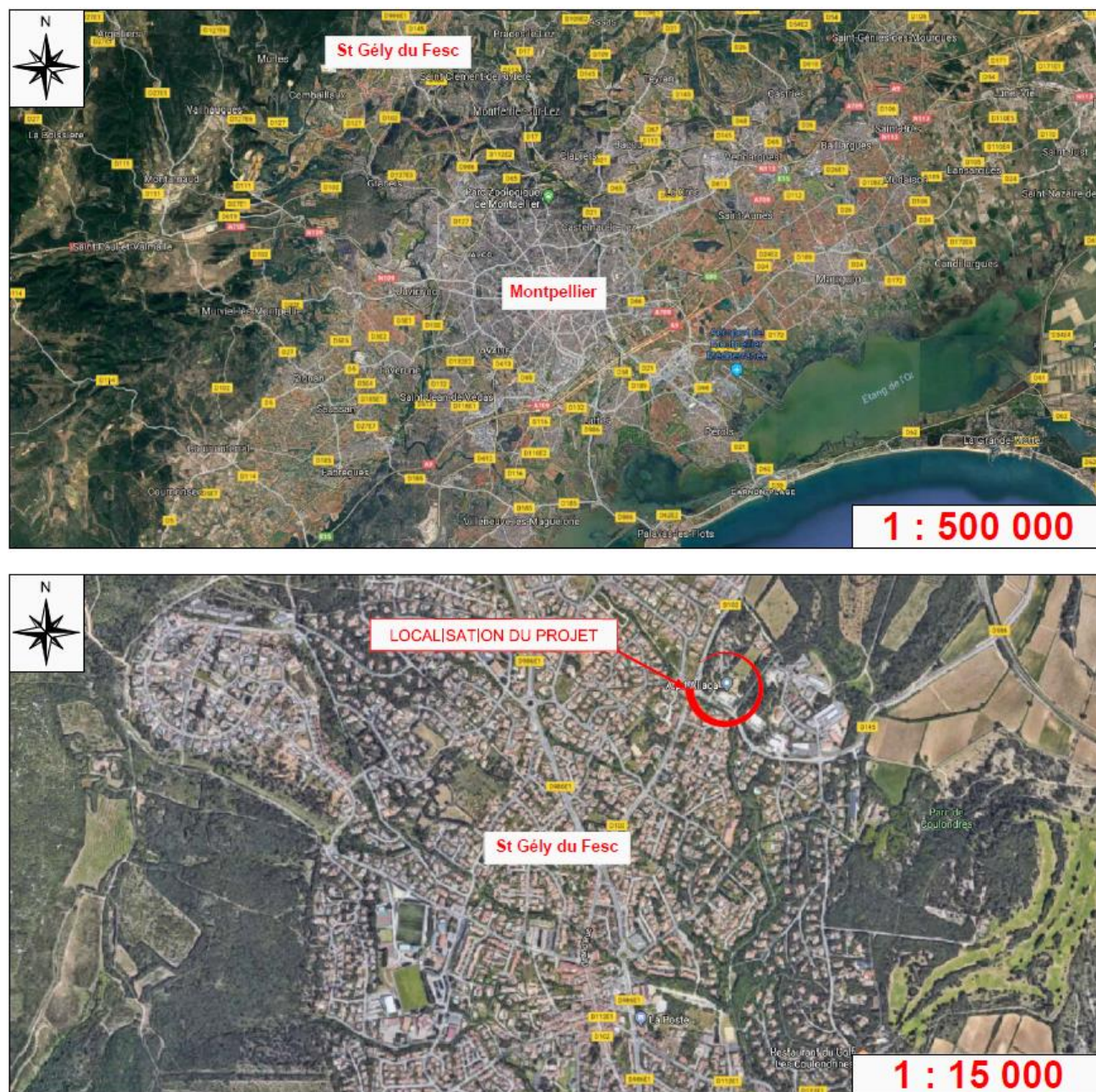


Figure 3: Localisation du site (Source : Plan de situation- Avant-projet)

Le projet concerne son agrandissement sur les parcelles 21 et 47 en partie, comme présenté sur la figure suivante.



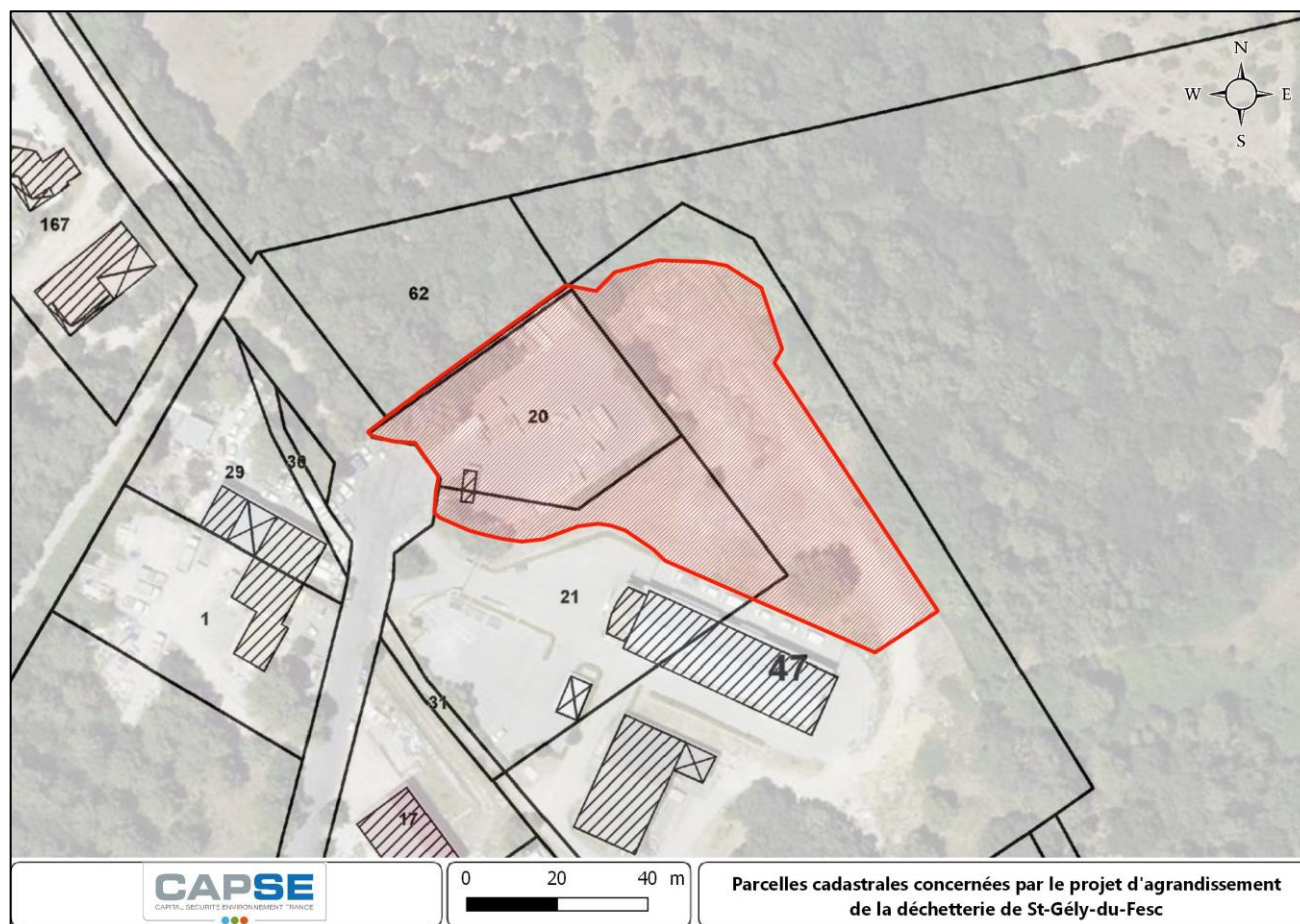


Figure 4 : Parcelles cadastrales concernées par le projet d'agrandissement de la déchetterie de St-Gély-du-Fesc

Sa localisation à l'échelle 1/25 000 est quant à elle fournie en Annexe 3 du présent dossier, et le plan des abords à l'échelle 1/2 500 est fourni en Annexe 4.

Le site est bordé :

- ✓ Au Nord-Ouest et Nord-Est par des espaces boisés ;
- ✓ Au Sud-Ouest et Sud-Est par la zone d'activités du Rouergas.

On peut notamment noter la présence dans un rayon de 100 m autour de la déchetterie :

- ✓ De 4 habitations, dont la plus proche se situe à environ 60m au Sud-Ouest de l'installation ;
- ✓ D'entreprises : carrosseries, société de transformation de plastiques (Solandis), luminaires (Décovision), etc.
- ✓ D'un centre technique municipal, accolé à l'emprise de la future déchetterie.

### 3.2 DESCRIPTION DU PROJET D'AGRANDISSEMENT DE LA DECHETTERIE

La parcelle n°20 est actuellement occupée par la déchetterie de St-Gély-du-Fesc, dont le haut de quai représente 410m<sup>2</sup> et le bas de quai 720m<sup>2</sup>.

La future déchetterie s'étendra quant à elle sur les parcelles n°20, 21 et 47 en partie, pour une surface totale d'environ 5000m<sup>2</sup>, le haut de quai représentant 1 930m<sup>2</sup> et le bas de quai 1 820m<sup>2</sup>. Elle sera équipée de 14 quais (au lieu de 7 actuellement), dont 2 quais de passes qui seront notamment utilisés en cas de forte affluence. Trois quais seront conservés et globalement, le remblai structurant le haut de quai actuel sera conservé.

La déchetterie comportera :

- ✓ 1 benne de 30m<sup>3</sup> à cartons ;
- ✓ 1 benne de 35m<sup>3</sup> pour l'éco-mobilier ;
- ✓ 1 benne de 35m<sup>3</sup> pour les encombrants ;
- ✓ 1 benne à ferraille de 30m<sup>3</sup> ;
- ✓ 2 bennes à gravats de 15m<sup>3</sup> chacune ;
- ✓ 1 benne de 30m<sup>3</sup> pour le plâtre ;
- ✓ 1 benne de 30m<sup>3</sup> pour le bois ;
- ✓ 6 bennes de 30m<sup>3</sup> chacune pour les végétaux ;
- ✓ 2 conteneurs de 30m<sup>3</sup> DEEE ;
- ✓ 1 colonne de 2m<sup>3</sup> pour le textile ;
- ✓ 2 colonnes de 2 500L chacune pour la collecte du verre ;
- ✓ 1 colonne de 1 000L destinée à la collecte des huiles végétales ;
- ✓ 1 colonne de 1 200L pour les huiles de vidange ;
- ✓ 1 conteneur maritime de 30m<sup>3</sup> pour la recyclerie ;
- ✓ 1 conteneur de 21m<sup>3</sup> pour les DDS.

Un local gardien comprenant sanitaires, vestiaires, un Tableau Général Basse Tension (TGBT), tableau de commandes de l'éclairage, chauffage électrique, climatisation, local technique, mobilier (chaises, bureaux, étagère, rangement, réfrigérateur) sera également construit après démolition du local gardien actuel.

Un plan d'ensemble au 1/300<sup>ème</sup> présentant ces installations est fourni en Annexe 5 du présent dossier.

La déchetterie conservera les mêmes horaires d'ouverture que la déchetterie actuelle :

- ✓ Le lundi de 14h à 18h ;
- ✓ Le mercredi, vendredi et samedi de 9h à 12h et de 14h à 18h ;
- ✓ Le dimanche de 9h à 12h.

### 3.3 SITUATION ADMINISTRATIVE

#### 3.3.1 Au titre de la réglementation ICPE

L'agrandissement de la déchetterie de Saint-Gely-du-Fesc, engendrera l'augmentation de la quantité maximale de déchets non dangereux susceptibles d'être stockée sur le site, estimée à environ 450m<sup>3</sup>.

Le volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présent sur l'installation étant supérieur à 300 m<sup>3</sup>, la déchetterie est soumise à enregistrement pour la rubrique 2710-2 « Collecte de déchets non dangereux ».

Le présent dossier vise ainsi à régulariser la situation administrative de la déchetterie concernant la rubrique 2710-2 uniquement.

#### 3.3.2 Au titre de la Loi sur l'Eau

Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017, les différentes procédures et décisions environnementales requises pour les projets soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et les projets soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau (IOTA), sont fusionnées au sein de l'autorisation environnementale (titre VIII du Code de l'Environnement). A ce titre, le projet d'agrandissement de la déchetterie ne fait pas l'objet d'un dossier loi sur l'eau, celui étant concerné par une procédure d'enregistrement ICPE.

De plus, bien que potentiellement concerné par la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature loi sur l'eau (Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol [...]), la déchetterie sera implantée en point haut et sa surface sera inférieure à 5000m<sup>2</sup> ; les eaux de ruissellement seront entièrement collectées et traitées avant rejet au milieu naturel, en lieu et place du point de rejet actuel. Ainsi, la surface totale du projet augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés sera largement inférieure à 1ha.

### 3.3.3 Au titre de l'urbanisme

Ces 2 zones sont concernées en partie par :

- ✓ Le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) de Saint-Gély-du-Fesc dont les dispositions réglementaires sont à prendre en compte (cf. paragraphe 5.1.1.7.1) ;
- ✓ Le Plan de Prévention des Risques d'Incendies de Forêts (PPRIf) de Saint-Gély-du-Fesc dont les dispositions réglementaires sont à prendre en compte (cf. paragraphe 5.1.1.7.2) ;
- ✓ Les périmètres de protection du captage d'eau potable du Pézouillet, ce dernier n'étant plus exploité (cf. paragraphe 5.1.1.5) ;
- ✓ L'arrêté n°DDTM34-2013-03-02999 du 11 mars 2013 relatif au « débroussaillage et maintien en état débroussaillé ».

Afin d'assurer la compatibilité du projet avec le PLU de la commune de St Gély-du-Fesc, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme a été lancée. L'attestation de lancement de la procédure est fournie en Annexe 6.

### 3.3.4 Evaluation des incidences Natura 2000

Le point 6° de l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement indique que les installations classées soumises à enregistrement doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 dès lors que ces installations sont localisées dans un site Natura 2000.

La liste des sites Natura 2000 les plus proches est donnée dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Sites Natura 2000 situés à proximité de la zone d'étude

Type	Dénomination	Distance avec le projet
<b>Site d'importance communautaire Natura 2000 – Directive Oiseaux</b>	Site FR9112004 « Hautes Garrigues du Montpelliérans »	3,5km au Nord-Ouest
	Site FR9112020 « Plaine de Fabrègues-Poussan »	14km au Sud
	Site FR9110042 « Etangs Palavasiens »	18km au Sud
<b>Site d'importance communautaire Natura 2000 – Directive habitat</b>	Site FR9101392 « Le Lez »	3,4km à l'Est
	Site FR9101389 « Pic Saint Loup »	5km au Nord
	Site FR9101393 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas »	9,6km au Sud-Ouest

Ainsi, le site de la déchetterie de St-Gely-du-Fesc n'est pas implanté au sein d'un site Natura 2000 (ni de tout autre site naturel réglementé, voir paragraphe 5.1.2.1).

De plus, la déchetterie ne sera à l'origine d'aucun effluent aqueux ou atmosphérique pouvant atteindre les sites à enjeux :

- ✓ Le site sera imperméabilisé (enrobé), empêchant l'infiltration des eaux éventuellement polluées dans les sols et sous-sols ;
- ✓ L'imperméabilisation des terrains sera compensée par la réalisation du bassin de rétention, permettant la récupération de l'ensemble des eaux de ruissellement ;
- ✓ La gestion des eaux pluviales sera assurée par la création d'un réseau de collecte des eaux pluviales (canalisations en béton centrifugé armé, caniveaux, grilles avaloirs) raccordé à un bassin de rétention de 450m<sup>3</sup>. Les hydrocarbures éventuellement présents seront traités en sortie de bassin avant rejet au milieu naturel à l'aide d'un séparateur d'hydrocarbures. En cas de pollution, un obturateur pneumatique

permettra le confinement des eaux polluées au sein du bassin. Celles-ci seront ensuite analysées et transférées vers un centre de traitement adapté.

- ✓ Seuls certains déchets dangereux tels que les solvants, les peintures et autres produits phytosanitaires sont susceptibles de dégager des émissions toxiques à l'atmosphère. Ceux-ci seront stockés dans des collecteurs fermés, eux-mêmes placés dans un local dédié, à l'abri des intempéries. Les collecteurs seront également positionnés sur rétention, permettant de lutter contre toute pollution aqueuse éventuelle.

Ainsi, le projet n'étant implanté au sein d'aucun site Natura 2000, et celui-ci n'étant pas à l'origine d'émissions susceptibles d'atteindre ces sites, une évaluation des incidences Natura 2000 n'est pas jugée nécessaire.



## 4 CLASSEMENT DANS LA NOMENCLATURE ICPE

### 4.1 NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

La déchetterie a pour vocation la collecte de déchets dangereux et de déchets non dangereux.

Au maximum, seront susceptibles d'être stockés sur le site :

- ✓ 7t de déchets dangereux ;
- ✓ 450 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux.

### 4.2 DESIGNATION DE L'ACTIVITE DANS LA NOMENCLATURE ICPE

La nomenclature des ICPE est définie à l'annexe de l'article R511-9 du Code de l'Environnement Livre V - Titre I - Chapitre I - Section 2.

La rubrique susceptible d'être concernée par la déchetterie de St-Gely-du-Fesc est donnée dans le tableau suivant :

Tableau 2 : Extrait de la nomenclature ICPE

Rubrique	Désignation des activités	Régime	Rayon d'affichage
<b>2710</b>	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Supérieure ou égale à 7t</li> <li>b) Supérieure ou égale à 1t et inférieure à 7t</li> </ul> </li> <li>2. Collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Supérieur ou égal à 300m<sup>3</sup></li> <li>b) Supérieur ou égal à 100m<sup>3</sup> et inférieur à 300m<sup>3</sup></li> </ul> </li> </ul>	A DC  E DC	1

**AS** : Autorisation avec Servitudes **A** : Autorisation **E** : Enregistrement **DC** : Déclaration soumis à contrôle périodique **D** : Déclaration

### 4.3 CLASSEMENT ICPE DES INSTALLATIONS

Les activités de la déchetterie de St-Gely-du-Fesc visées par la nomenclature ICPE sont listées dans le tableau suivant :

Désignation des activités	Nature et volume des activités	Nomenclature		Classement
		Rubrique	Seuils de classement	
<b>Collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial</b>	La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est estimée à 7t	2710-1	Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	DC

Désignation des activités	Nature et volume des activités	Nomenclature		Classement
		Rubrique	Seuils de classement	
<b>Collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial</b>	Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est estimé à 450m <sup>3</sup>	2710-2	Supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup>	E

**AS** : Autorisation avec Servitudes **A** : Autorisation **E** : Enregistrement **DC** : Déclaration soumis à contrôle périodique **D** : Déclaration

**La déchetterie de St-Gely-du-Fesc est ainsi soumise :**

- ✓ **A enregistrement pour la rubrique 2710-2 ;**
- ✓ **A déclaration avec contrôle périodique pour la rubrique 2710-1.**

## 5 DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'alinéa 4 de l'article R512-46-3 du code de l'environnement, la demande d'enregistrement doit présenter une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement. Le présent chapitre s'attache ainsi, après description des différentes composantes de l'environnement (milieu physique, biologique et humain), à décrire les incidences potentielles du projet d'agrandissement de la déchetterie sur ces composantes.

Nota : L'évaluation des incidences doit être proportionnée aux enjeux de conservation du site ainsi qu'à l'importance du projet.

### 5.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA DECHETTERIE

#### 5.1.1 Milieu physique

##### 5.1.1.1 Qualité de l'air

Les principales sources de pollution atmosphériques identifiées sur la commune de St-Gély-du-Fesc sont :

- ✓ Les gaz d'échappement liés au trafic routier ;
- ✓ Les gaz de combustion issus de la consommation énergétique (chauffage, climatisation, etc.).

Une station de mesure de l'ozone et des poussières PM10, la station « Périurbaine Nord », est implantée sur la commune de St-Gély-du-Fesc. Les résultats obtenus pour le paramètre PM10 montrent que les valeurs limites annuelles ainsi que la valeur limite journalière pouvaient ne pas être respectées localement, sur des zones peu ou pas habitées. Concernant l'ozone, la valeur cible pour la protection de la santé humaine et pour la protection de la végétation ne sont pas respectées en milieu périurbain. En revanche, la valeur cible pour la protection de la santé humaine est respectée en milieu urbain.

Dans le cadre de la détermination de l'état initial de la qualité de l'air réalisée en 2009 avant la mise en service de la Liaison Intercantonale d'Evitement Nord (LIEN), il a également été démontré que les niveaux de pollution étaient globalement faibles, et l'ensemble des valeurs réglementaires était respecté pour les traceurs NO<sub>2</sub> et benzène.

##### 5.1.1.2 Environnement sonore

La déchetterie de St-Gély-du-Fesc est implantée au sein de la zone d'activités de Rouergas.

Deux entreprises de carrosserie sont notamment présentes à proximité du site, pouvant potentiellement être à l'origine de nuisances sonores.

Concernant les infrastructures de transport, le site est accessible par la RD145 puis par la rue de la Mine.

La déchetterie se situe également à 500m à vol d'oiseau de la RD986, route départementale concernée par le classement sonore des infrastructures de transport terrestre et divisée en 6 tronçons (source : Rapport de présentation du PLU) :

Tronçons	Débutant	Finissant	Tissu	Bruit
RD986:8	Début de pente -fin 70 km/h	Fin de pente -début 50 km/h	Tissu ouvert	3
RD986:9	Début de pente -limitation 50	giratoire - fin 3 voies	Tissu ouvert	4
RD986:10	fin 3 voies -giratoire	Fin limitation 50 km/h	Tissu ouvert	4
RD986:11	Fin limitation 50 km/h	Panneau limitation 70 km/h	Tissu ouvert	3
RD986:12	Panneau limitation 70 km/h	Début 2x2 voies 110 km/h	Tissu ouvert	3
RD986:13	Début 2x2 voies 110 km/h	Panneau limitation 90 km/h	Tissu ouvert	2

Figure 6 : Classement sonore de la RD986 (Source : rapport de présentation du PLU de St-Gély-du-Fesc)

### 5.1.1.3 Eaux superficielles

Deux cours d'eau principaux parcourent le territoire communal :

- ✓ Le ruisseau de Pézouillet (code masse d'eau : FRDR10317), traversant la commune du Nord au Sud. Son régime est intermittent et son débit torrentiel. Il prend sa source sur les hauteurs de St-Gély-du-Fesc et s'étire sur 4,6km avant de se jeter dans la rivière Mosson. Au plus proche, il se situe à environ 900 m au sud-ouest du projet. On note également la présence de cinq de ses affluents sur le territoire communal : le ruisseau de la Vignasse, affluent intermittent du Pézouillet le plus proche, circulant à l'ouest du site d'étude, ruisseau de la Frégère, de la Fontaine, de Picharet, de Combals.
- ✓ Le ruisseau la Lironde (code masse d'eau : FRDR11764), à plus d'1km sud-est du projet, mais dont un des affluents, cours d'eau intermittent, est présent à environ 50m à l'Est de la déchetterie.

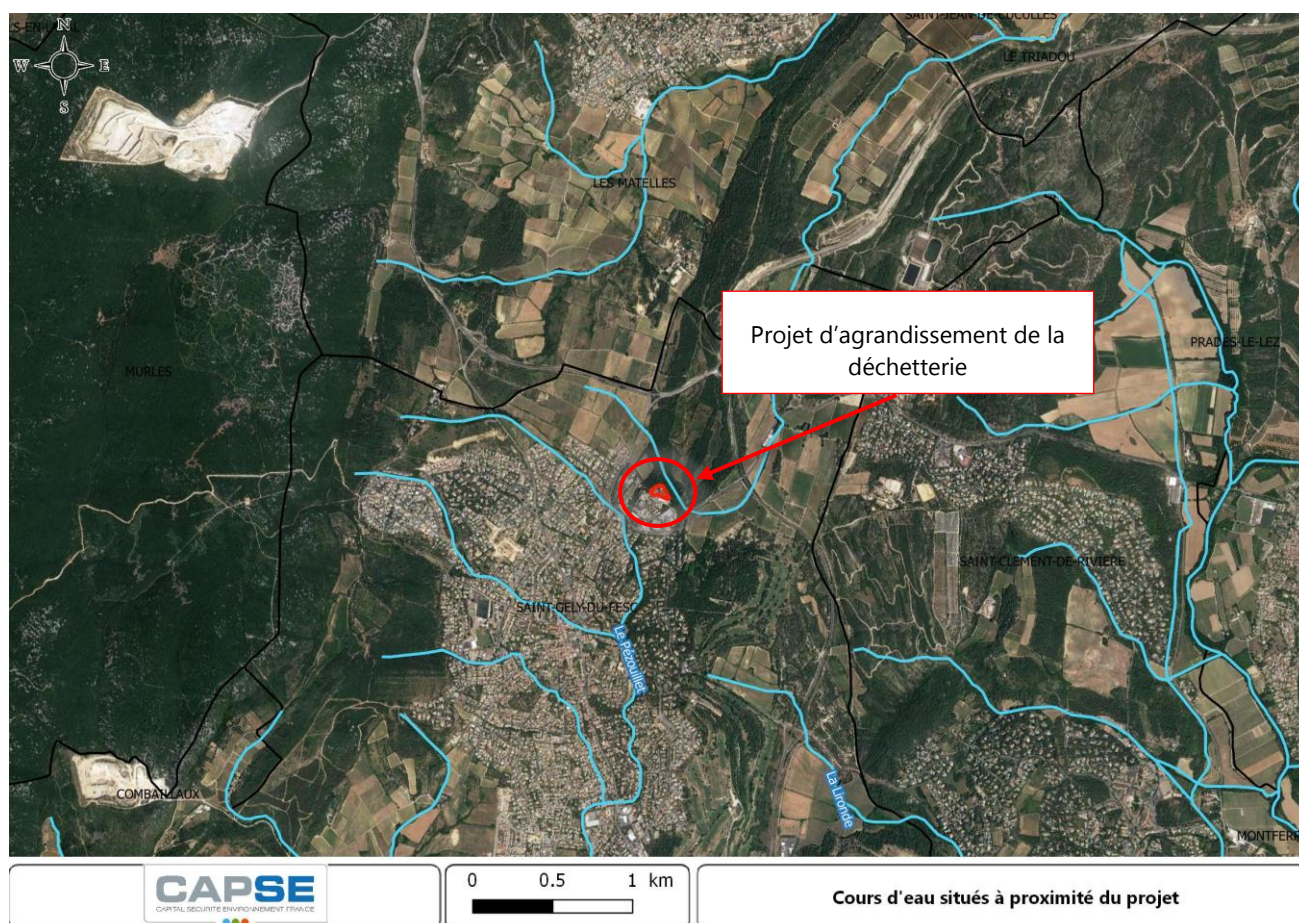


Figure 7 : Cours d'eau situés à proximité du projet

Aucune station de mesure de la qualité des eaux superficielles n'est présente sur le territoire communal. Toutefois, l'Agence de l'eau RMC a relevé l'état écologique des ruisseaux la Lironde et de Pézouillet comme moyen (niveau de confiance faible) en 2009 (pas de donnée pour l'état chimique).

L'objectif d'atteinte du bon état est fixé à 2027 par le SDAGE 2016-2021 :



Masse d'eau : eaux superficielles					
Code de masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Objectif d'état écologique		Objectif d'état chimique	Objectif de bon état
		Etat	Echéance	Echéance	Echéance
FRDR11764	Ruisseau La Lironde	Bon état	2027	2015	2027
FRDR10317	Ruisseau de Pézouillet	Bon état	2027	2015	2027

Figure 8 : Objectif d'atteinte du bon état écologique et chimique (Source : SDAGE 2016-2021)

#### 5.1.1.4 Eaux souterraines

Le site de la déchetterie de St-Gély-du-Fesc est implanté sur la masse d'eau souterraine « Calcaires et marnes éocènes et oligocènes de l'avant-pli de Montpellier » (masse d'eau FRDG239), localisée sur la figure suivante :

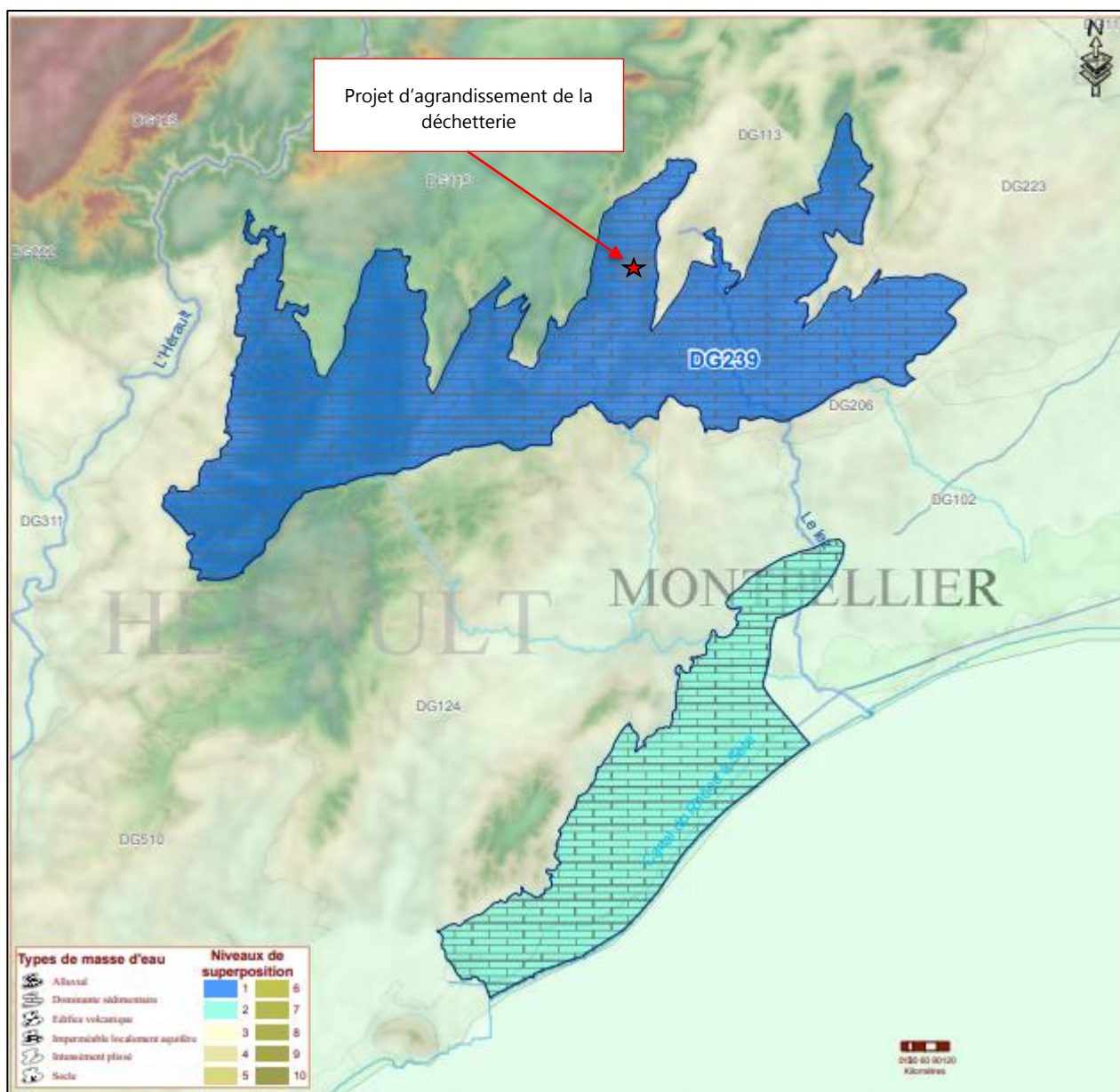


Figure 9 : Localisation de la masse d'eau « Calcaires et marnes éocènes et oligocènes de l'avant-pli de Montpellier » (Source : ades.eaufrance)

Cette masse d'eau, située en totalité dans le département de l'Hérault, se positionne immédiatement au Nord et en contact avec la structure chevauchante que constitue le Pli de Montpellier. Elle possède pour limites :

- ✓ Au sud, le flanc Nord du Pli de Montpellier selon une ligne allant de Jacou à l'Est, à Vendémian à l'Ouest, en passant par Grabels et Saint-Paul-et-Valmalle ;
- ✓ Au Nord, les plateaux calcaires jurassiques Nord Montpelliérains (Causse de Viols le Fort) ;
- ✓ A l'Ouest, la plaine de l'Hérault ;
- ✓ A l'Est les calcaires, marnes et molasses oligo-miocènes du bassin de Castrie-Sommières (FRDG223).

Elle est caractérisée par un bon état quantitatif et chimique :

MASSES D'EAU		ÉTAT QUANTITATIF						ÉTAT CHIMIQUE					
N° <small>MASS</small>	NOM	2009		OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①		2009		TEND. ①	OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①		
		ÉTAT ①	NC ①		CAUSES	PARAMÈTRES	ÉTAT ①	NC ①			CAUSES	PARAMÈTRES	
FRDG239	Calcaires et marnes de l'avant-pli de Montpellier	BE		2015			BE			2015			

Figure 10 : Caractéristiques de la masse d'eau (Source : sierm.eaurmc)

#### 5.1.1.5 Captage AEP

Le projet se situe dans le périmètre de protection rapprochée du forage du Pézouillet, forage n'étant plus utilisé à ce jour.

Après échange téléphonique avec l'ARS, ce forage n'étant plus utilisé, une procédure d'abrogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) va être menée par la commune.

#### 5.1.1.6 Géologie

La déchetterie de St-Gély-du-Fesc s'insère dans des formations de type calcaires lacustres de l'Eocène moyen comme présenté sur la Figure 11 suivante. On note également la présence d'une faille située dans l'environnement proche du projet.

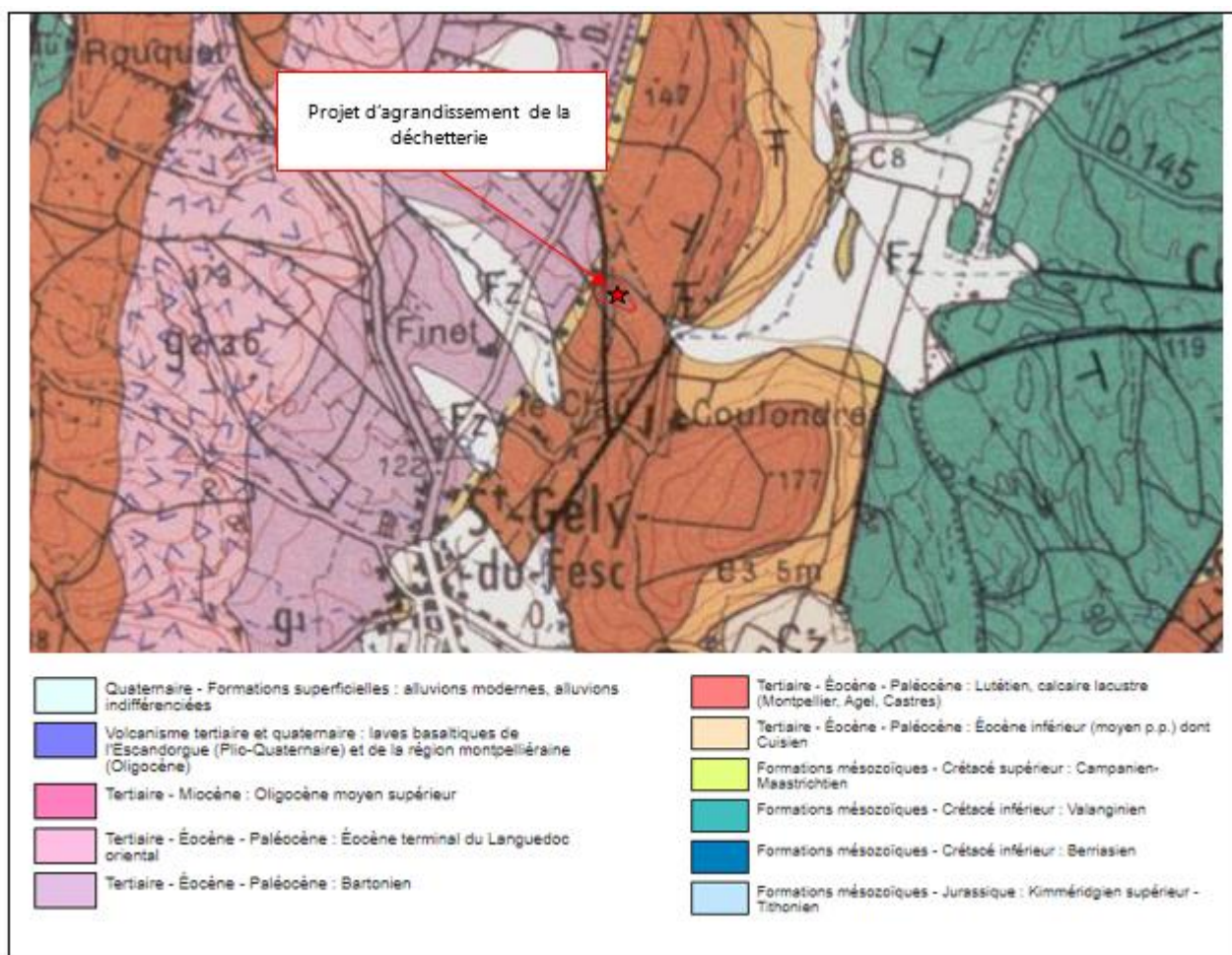


Figure 11 : Géologie du site d'étude (Source : BRGM)

Dans le cadre du projet d'agrandissement de la déchetterie, une étude géotechnique a été réalisée par FONDASOL. Celle-ci a mis en évidence la présence :

- ✓ D'enrobés bitumineux ;
- ✓ De remblais argileux à graveleux présentant des débris et déchets divers (enrobé, parpaings, ferraille, etc.) ;
- ✓ De l'argile beige clair à grisâtre, présentant localement des blocs et graves calcaires.

Aucune arrivée d'eau n'a en revanche été observée lors des investigations de terrain. L'étude précise néanmoins que des circulations d'eau pourront être rencontrées dans les horizons superficiels en fonction des conditions météorologiques.

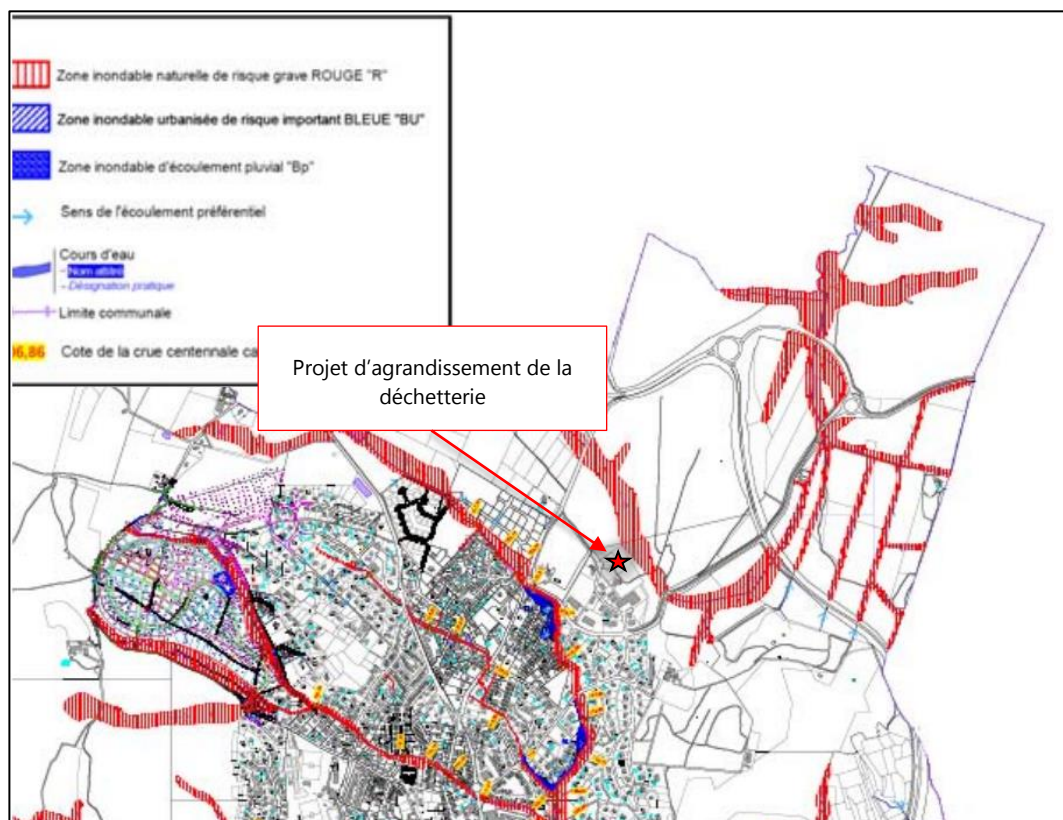
#### 5.1.1.7 Risques naturels

##### 5.1.1.7.1 Risque inondation

La commune de Saint-Gély-du-Fesc fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI), prescrit en décembre 2002 et approuvé par arrêté préfectoral du 11 mai 2007. Ce risque est induit par le débordement des cours d'eau de la commune et le ruissellement pluvial.

La zone d'étude n'est pas concernée par l'aléa inondation mais se situe à proximité d'une zone inondable naturelle d'aléa indifférencié, désignée zone rouge.





#### 5.1.1.7.2 Risque feu de forêt

De par son caractère fortement boisé, la commune de Saint-Gély-du-Fesc est classée en commune à risque global d'incendie de forêt fort, et dispose à ce titre d'un Plan de Prévention des Risques Incendies de Forêt (PPRIf) approuvé par arrêté préfectoral le 30 janvier 2008.

La zone du projet se situe en zone de précaution forte B1 pour laquelle l'aléa est fort et où les constructions isolées et l'habitat diffus sont proscrits. Les zones B1 sont des zones tampon avec les zones de danger ou des zones potentiellement urbanisables.

Le règlement y autorise notamment la construction d'équipements et constructions nécessaires au fonctionnement des services publics, dont les déchetteries, à l'exclusion de tout bâtiment abritant une activité humaine (article 2.1.1.2.9 du règlement).

Les projets urbains y sont autorisés suivant :

- ✓ Des prescriptions constructives précises : murs « en dur », conduites et canalisations présentant une durée coupe-feu (CF) de 30min, revêtements de façades et de couverture présentant un critère de réaction au feu MO, ouvertures munies de dispositifs d'occultation d'une durée CF de 30min, etc.
- ✓ Des conditions de mise en sécurité : constructions situées à moins de 100m d'une voirie ouverte à la circulation publique normalisée, point d'eau réglementaire située à moins de 150m de l'entrée de la construction.

Le règlement impose également le débroussaillage sur l'ensemble de la zone de précaution forte. Une bande inconstructible de 50m minimum autour des constructions de toute nature en interface avec la zone A (zone de danger) devra ainsi être maintenue en état débroussaillé, conformément aux modalités de l'arrêté préfectoral du 11 mars 2013 relatif à la prévention des incendies de forêts « débroussaillage et maintien en état débroussaillé ».



### 5.1.1.7.3 Risque retrait-gonflement des argiles

La zone d'étude est classée en zone faiblement à moyennement exposée (B2) pour le risque retrait-gonflement des argiles. Les investigations de terrain menées dans le cadre de l'étude géotechnique réalisée par FONDASOL ont cependant mis en évidence la sensibilité faible du site vis-à-vis de ce risque, les sols prélevés se situant dans le domaine des argiles peu plastiques, en dehors du domaine des sols gonflants.

### 5.1.1.7.4 Risque sismique

Selon le décret 2010-1255 du 22 octobre 2010, la commune est en zone de sismicité 2 (zone de sismicité faible).

## 5.1.2 Milieu biologique

L'analyse du milieu biologique est basée sur une recherche bibliographique, avec, entre autres, la consultation :

- ✓ Du rapport de présentation du PLU de la commune de St-Gély-du-Fesc ;
- ✓ De la consultation des structures administratives (DREAL Occitanie) et de leurs outils interactifs (cartographie Carmen, base de données communales, etc.) ;
- ✓ Portail NATURA 2000 ;
- ✓ Visualisation cartographique et aérienne de la zone d'étude ;

### 5.1.2.1 Sites naturels réglementés

Les sites naturels réglementés les plus proches de la zone d'étude sont listés dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Sites naturels réglementés à proximité de la zone d'étude

Type	Dénomination	Distance avec le projet
<b>Site d'importance communautaire Natura 2000 – Directive Oiseaux</b>	Site FR9112004 « Hautes Garrigues du Montpelliérais »	3,5km au Nord-Ouest
	Site FR9112020 « Plaine de Fabrègues-Poussan	14km au Sud
	Site FR9110042 « Etangs Palavasiens »	18km au Sud
<b>Site d'importance communautaire Natura 2000 – Directive habitat</b>	Site FR9101392 « Le Lez »	3,4km à l'Est
	Site FR9101389 « Pic Saint Loup »	5km au Nord
<b>Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique de type I</b>	Site n°910030366 « Vallée du Terrieu et Domaine de Restinclières »	3,2km à l'Est
	Site n°910009574 « Rivières du Lirou et du Lez »	3,5km à l'Est
	Site n°910030357 « Garrigues du Puech Estrous »	3,5km au Nord-Ouest
<b>Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique de type II</b>	Site n°910030608 « Garrigues boisées du Nord-Ouest du Montpelliérais »	2km à l'Ouest
	Site n°910030606 « Plaine agricole de la salade »	4,8km au Nord
	Site n°910008353 « Pic Saint-Loup et Hortus »	6,2km au Nord

Type	Dénomination	Distance avec le projet
	Site n°910011563 « Plaines et garrigues du Nord Montpelliérais »	4,4km à l'Est
<b>Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)</b>	Site LR14 « Hautes garrigues du Montpelliérais »	3,5km au Nord
<b>Site Classé</b>	Site SC1978070501 « Pic Saint-Loup et Montagne de l'Hortus »	6,5km au Nord
<b>Site Inscrit</b>	Site SI1942102303 « Bois du Rouquet »	1,8km à l'Ouest
	Site SI1964101501 « Village et ses abords (Matelles) »	3,1km au Nord
<b>Zone couverte par un arrêté de protection du biotope</b>	Site FR38000376 « Hortus »	10km au Nord

Nota : Les parcs nationaux, régionaux et réserves naturelles les plus proches se situent dans un rayon supérieur à 10km, leur liste n'est donc pas détaillée ici.

**Aucun site naturel réglementé n'est donc concerné par le projet d'agrandissement de la déchetterie.**

#### 5.1.2.2 Enjeux écologiques recensés sur le secteur de Rouergas

Nota : Les données exposées dans la présente partie sont en partie issues du document « Volet milieu naturel de l'étude environnementale » réalisée par Naturalia dans le cadre du rapport de présentation du PLU de St-Gély-du-Fesc. Seule une zone du secteur de Rouergas située à environ 70m à l'Est des parcelles concernées par le projet ayant été diagnostiquée au sein de ce document, cette analyse est complétée par une recherche bibliographique afin de préciser les enjeux écologiques éventuels de la zone d'étude.

#### Habitats

Trois types d'habitats composent les parcelles concernées par le projet d'aménagement :

- ✓ Tissu urbain discontinu (déchetterie existante, zone d'activités de Rouergas) ;
- ✓ Vergers et petits fruits ;
- ✓ Forêts mélangées.

#### Flore

Aucune espèce patrimoniale floristique n'est pressentie sur les parcelles concernées.

#### Faune

Les données présentées ci-après sont issues de la base de données Faune LR pour un périmètre de 200m autour de la zone d'étude, ainsi que du volet naturaliste réalisé par Naturalia dans le cadre de la réalisation du PLU de la commune de St Gély du Fesc.

##### ✓ Avifaune

Les espèces susceptibles d'être rencontrées à proximité des parcelles concernées par le projet d'agrandissement de la déchetterie sont les suivantes :

- Cortège forestier (fauvettes, grimpereau des jardins, etc.),
- Chardonneret élégant, linotte mélodieuse, choucass des tours,
- Espèces patrimoniales : le Petit-duc scops et la Huppe fasciée dans les chênes verts, et l'Alouette lulu dans les friches (utilisation du site lors de la reproduction),

Ces oiseaux représentent un enjeu potentiel modéré sur le secteur.

✓ Entomofaune

Aucune espèce d'intérêt patrimonial ou réglementaire n'est attendue sur cette zone pour les arthropodes compte tenu des habitats en présence.

✓ Batrachofaune

La zone d'étude ne présente aucune zone humide susceptible d'accueillir des amphibiens en reproduction. Les boisements et zones buissonnantes présentes localement peuvent servir d'abri temporaire ou d'habitat d'hibernation pour les amphibiens comme le Crapaud commun, le Crapaud calamite, la Rainette méridionale.

L'enjeu potentiel de conservation pour les amphibiens est ici considéré comme négligeable.

✓ Herpétofaune

Seules des espèces à faible enjeu de conservation sont pressenties à proximité des parcelles du projet : Lézard des murailles, Lézard vert, Lézard catalan, Orvet fragile, Coronelle girondine.

✓ Mammalofaune

Le Lapin de garenne est pressenti au niveau de zones ouvertes du secteur de Rouergas, à la fois en déplacement mais également en alimentation. La Genette commune est également susceptible d'y transiter et d'y chasser, entre autres, les micromammifères qui s'y trouvent. A ces espèces s'ajoute le Hérisson d'Europe affectionnant particulièrement les abords d'agglomérations. Enfin, les zones de boisements de chênes verts du site constituent des habitats fréquentés par l'Ecureuil roux, notamment dans le cadre de ses déplacements.

✓ Chiroptérofaune

Les espèces pressenties pour utiliser le site comme territoire de chasse sont les suivantes : la Pipistrelle commune, la Pipistrelle de Kuhl, la Pipistrelle pygmée, la Pipistrelle de Nathusius, le Vespère de Savi, la Noctule de Leisler, la Noctule commune, le Minioptère de Schreibers, la Barbastelle d'Europe, la Sérotine commune et le Murin à oreilles échancrées.

Les chiroptères représentent un enjeu potentiel localement faible à modéré pour le Murin à oreilles échancrées, espèce relativement rare et qui privilégie pour son alimentation les lisières boisées.

## **Conclusion**

Les parcelles concernées par le projet d'agrandissement de la déchetterie s'inscrivent majoritairement dans un tissu urbain : la parcelle 20 est d'ores-et-déjà occupée par la déchetterie, et la parcelle 21 est occupée par le centre technique municipal ; la parcelle 47 est quant à elle utilisée pour le stockage de déchets verts et est donc de ce fait déjà exploitée. Aucune espèce patrimoniale n'est suspectée sur les parcelles du projet.

Dans ce contexte, les forêts mixtes, localisées en limites Nord-Ouest et Nord-Est de la zone d'étude, constituent l'habitat à la sensibilité écologique la plus importante (faible à modérée). Certaines espèces patrimoniales d'oiseaux ainsi que des chiroptères sont en effet susceptibles d'utiliser cet habitat comme lieu de reproduction ou de chasse.

## **5.1.3 Milieu humain**

### **5.1.3.1 Urbanisation, population et activités**

Le développement urbain de Saint-Gély-du-Fesc s'inscrit dans la vague de périurbanisation qu'ont connu les territoires autour de Montpellier depuis les années 1960. En effet, la croissance démographique enregistrée par la commune de Saint-Gély-du-Fesc dès le début des années 1970 était avant tout liée à la dynamique de Montpellier. En 2015, la commune comptait 9 826 habitants, avec 55% de la population comprise entre 20 et 64 ans, et 20,7% de la population ayant plus de 65 ans.

Les parcelles 20, 21 et 47 sur lesquelles sera agrandie la déchetterie existante sont implantées au sein de la zone d'activités de Rouergas, qui compte 18 entreprises, la déchetterie actuelle, un centre technique municipal, un cimetière ainsi que quelques habitations.

#### 5.1.3.2 Patrimoine historique et culturel

Aucune appellation d'origine (AOC ou IGP) ne se trouve dans la zone d'influence du site projeté de la déchetterie.

Aucun site inscrit, classé ou monument historique n'est recensé à proximité du site projeté de la déchetterie (le site inscrit le plus proche, « Bois du Rouquet », se situe à environ 1,8km à l'Ouest des parcelles).

En revanche, d'après la liste donnée par la DRAC de l'ancienne région Languedoc-Roussillon, Service Régional de l'Archéologie, la commune de Saint-Gély-du-Fesc comptabilise 8 sites archéologiques sur son territoire, dont un se trouvant sur le secteur de Rouergas, à proximité du site d'implantation de la déchetterie. Des fouilles archéologiques y ont été menées en 1996, permettant d'attester de la présence de l'homme à partir du Paléolithique.

La commune ne fait cependant pas l'objet de zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA).

#### 5.1.3.3 Risques technologiques

Aucune Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumise à autorisation n'est présente sur la commune.

La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques technologiques.

A noter cependant que la RD 986, située au point le plus proche à plus de 500m du site projeté, ainsi qu'un gazoduc traversant la commune, sont concernés par le risque lié au transport de matières dangereuses.

Enfin, la commune est concernée par le risque minier et classée en risque potentiel mais non prioritaire. Ce classement concerne plus précisément des zones pavillonnaires.

## 5.2 EVALUATION DES INCIDENCES

### 5.2.1 Impact sur le milieu physique

#### 5.2.1.1 Qualité de l'air

##### **En phase travaux**

Différentes sources d'émissions atmosphériques peuvent être rencontrées sur un chantier :

- ✓ Les gaz d'échappement des machines et engins ;
- ✓ Les envols de poussières générées lors des travaux d'excavation de d'aménagement, ainsi que pendant le transport des matériaux ;
- ✓ Les émissions de HAP issus du revêtement des voies de circulation.

Afin de limiter ces émissions, un certain nombre de mesures sera mis en place en phase chantier : sensibilisation du personnel de chantier, entretien des machines et du matériel, limitation de la vitesse, emploi d'émulsions bitumineuses plutôt que de solutions bitumineuses pour le revêtement des voies d'accès et du sol de la déchetterie, etc.

La pollution liée aux travaux d'agrandissement de la déchetterie correspond à un risque ponctuel dans le temps puisque strictement limitée à la durée du chantier. Ces impacts temporaires seront maîtrisés grâce à la mise en place des mesures de maîtrise des impacts imposées par le maître d'ouvrage. De plus, il s'agira d'un chantier relativement restreint de par la superficie de la zone à aménager.

**En conséquence, l'incidence du projet en phase travaux sur la qualité de l'air est **FAIBLE**.**

### **En phase d'exploitation**

La déchetterie n'assurera que la fonction de collecte des déchets, qui seront ensuite évacués et traités par des centres agréés.

Les déchets dangereux spéciaux (DDS) amenés par les particuliers et les petites entreprises tels que les solvants, peintures ou encore produits phytosanitaires seront stockés au sein de collecteurs fermés, abrités des intempéries et positionnés sur rétention, eux-mêmes stockés au sein d'un local dédié au DDS. Ainsi, compte tenu de la quantité restreinte de DDS attendue, des faibles quantités de produits potentiellement émises à l'atmosphère et du confinement de ces produits, le risque d'émissions de produits toxiques à l'atmosphère est négligeable.

La déchetterie ne sera donc pas à l'origine d'émissions atmosphériques toxiques ou de poussières qui auraient par exemple pu être libérées par une activité de concassage ou de traitement.

Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules seront quant à elles aménagées et nettoyées de manière à limiter l'envol de poussières.

Ainsi, seule l'augmentation de la fréquentation de la déchetterie par ses usagers et donc l'augmentation du trafic sur la zone pourrait éventuellement générer un accroissement de la pollution atmosphérique.

Cependant, le projet d'agrandissement de la déchetterie n'a pas pour objectif l'augmentation de sa fréquentation. En effet, le projet vise principalement à réduire le temps d'attente des usagers et à diminuer la gêne occasionnée par la file d'attente de voitures devant le site auprès des entreprises et habitations voisines. De plus, l'accès aux déchetteries du territoire intercommunal est limité aux seuls habitants du Grand Pic St Loup, et 7 autres déchetteries fixes ainsi que des déchetteries mobiles sont présentes sur le reste du territoire.

L'augmentation de la fréquentation de la déchetterie et donc la pollution atmosphérique seront limitées du fait de :

- ✓ L'accès réservé uniquement aux habitants du territoire intercommunal ;
- ✓ La présence de déchetteries fixes et mobiles sur l'ensemble du territoire ;
- ✓ La croissance démographique relativement contenue attendue sur la commune sur les 15 prochaines années (la commune compte actuellement 9 826 habitants et souhaite limiter sa population à 11 600 habitants à l'horizon 2030).

Par conséquent, l'augmentation du trafic sera ainsi relativement restreinte par rapport à la situation actuelle.

**L'incidence du projet sur la qualité de l'air est donc FAIBLE.**

#### 5.2.1.2 Odeurs

### **En phase travaux**

Seule la mise en place du revêtement de sol (enrobé) pourra être à l'origine de nuisances olfactives modérées en phase chantier. Ces nuisances seront limitées dans le temps.

**L'impact du projet sur les odeurs en phase travaux est donc FAIBLE.**

### **En phase d'exploitation**

Seule la décomposition de matières organiques peut être à l'origine d'un dégagement d'odeurs.

Les ordures ménagères et autres matières putrescibles seront proscrites au sein de la déchetterie de St-Gély-du-Fesc, comme c'est le cas aujourd'hui.

Ainsi, seuls les déchets verts seront susceptibles de dégager des odeurs du fait de leur décomposition. Ceux-ci seront uniquement collectés et stockés temporairement au sein de la déchetterie avant leur évacuation ; la

déchetterie est en effet un lieu de collecte des déchets et non pas de traitement, aucun compostage n'y sera donc effectué.

Les déchets verts seront régulièrement évacués afin de limiter le temps de stockage. A titre informatif, dans la configuration actuelle de la déchetterie, les bennes à déchets verts sont évacuées 2 à 4 fois par jour, et n'ont été à ce jour à l'origine d'aucune plainte relative aux odeurs.

Les autres déchets collectés (mobilier, gravât, plastique, etc.) ne sont quant à eux pas à l'origine de flux malodorants.

**L'impact du projet sur les odeurs est donc FAIBLE.**

#### 5.2.1.3 Environnement sonore

##### **En phase travaux**

Afin de limiter les nuisances sonores en phase travaux, des mesures de réduction seront mises en place, comme la limitation de vitesse au sein du chantier, la conformité des engins à l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ou encore la sensibilisation des intervenants. En référence à l'arrêté préfectoral n°1218 du 25 avril 1990 portant réglementation du bruit du voisinage dans le département de l'Hérault, les travaux seront également interrompus entre 20h et 7h du lundi au samedi ainsi que toute la journée les dimanches et jours fériés. En cas d'impossibilité de respecter ces horaires, une demande de dérogation sera déposée en Mairie par les entreprises en charge des travaux après accord du maître d'ouvrage.

Ces nuisances seront cependant limitées dans le temps et la réglementation sera strictement respectée. Ainsi **l'impact du bruit en phase travaux est donc qualifié de FAIBLE.**

##### **En phase d'exploitation**

L'utilisation de la déchetterie, et plus particulièrement le dépôt de déchets lourds dans les bennes ainsi que la circulation de véhicules motorisés, pourront générer une augmentation du niveau sonore sur la zone par rapport à la situation actuelle.

Cependant, les émissions sonores de la déchetterie respecteront les seuils réglementaires à savoir :

- ✓ Un niveau de bruit en limite de propriété inférieur à 70 dB(A) en période diurne ;
- ✓ Une valeur d'émergence ne dépassant pas 5 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h.

Afin de s'assurer du respect de ces valeurs, la communauté de communes fera procéder à un contrôle du niveau sonore tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualifié. La 1<sup>ère</sup> mesure sera quant à elle réalisée l'année suivant le démarrage de la déchetterie. Dans le cas où des non-conformités seraient observées, des mesures de réduction seront mises en place : écrans sonores, cales au fond des bennes permettant d'amortir la chute des déchets, etc.

Toutefois, il est important de noter que le projet concerne l'agrandissement d'un site existant, implanté au sein d'une zone d'activités, accueillant des entreprises et installations potentiellement émettrices de nuisances sonores. La nature des bruits générés sera donc identique à celle observée actuellement. De plus, le contrôle des niveaux sonores dès la mise en fonctionnement de l'installation permettra de s'assurer que les ZER les plus proches ne sont pas impactées.

**L'impact du projet sur le milieu sonore est donc considéré comme FAIBLE.**

#### 5.2.1.4 Eaux superficielles et souterraines, captages AEP

##### **En phase travaux**

La pollution liée aux travaux de construction correspond au possible entrainement de matières en suspension (lessivage des sols et talus mis à nus) ou de fuites accidentelles de produits polluants (huile, laitance du béton...) issus des engins et de leur entretien ou des matériaux de construction utilisés ou stockés sur le site.

Les entreprises intervenant sur le site s'engageront sur des mesures précises, en fonction de la nature des travaux qu'elles auront à réaliser.

Les mesures suivantes devront notamment être respectées (liste non exhaustive) :

- ✓ La mise en œuvre des enrobés se fera en période climatologique favorable, c'est à dire en dehors des périodes pluvieuses ;
- ✓ Le ravitaillement, le lavage et la maintenance des engins de chantier seront effectués soit hors chantier (en priorité), soit sur des aires étanches avec un système de récupération des effluents liquides et résiduels à une distance respectable des cours d'eau ;
- ✓ Les déchets dangereux (huiles usées, liquides hydrauliques, bombes aérosols...) générés sur place seront stockés dans des réservoirs étanches, puis transportés et éliminés par des sociétés autorisées et/ou agréées ;
- ✓ En cas d'alerte météo (risque inondation, orages violents, vents extrêmes...), le chantier sera arrêté et les engins et produits dangereux seront mis à l'abri ;
- ✓ Le matériel ainsi que les engins de chantier seront stockés à distance de la zone inondable située au Nord-Est du projet.

La pollution liée aux travaux d'agrandissement de la déchetterie correspond à un risque ponctuel dans le temps puisque strictement limitée à la durée du chantier. Ces impacts temporaires seront maîtrisés par la mise en œuvre des mesures de maîtrise des impacts imposées par le maître d'ouvrage.

Ainsi, au regard des moyens mis en place par la maîtrise d'ouvrage et au caractère limité des travaux dans le temps, **l'impact résiduel des travaux sur la qualité des eaux de surface est jugé comme FAIBLE.**

### **En phase d'exploitation**

Seul le local gardien, raccordé au réseau d'assainissement public conformément aux prescriptions du PLU, sera à l'origine d'eaux vannes issus des sanitaires et vestiaires. La demande en eau liée à l'utilisation de la déchetterie sera quant à elle relativement restreinte : en effet, seuls les besoins en eau pour les usages domestiques du gardien de la déchetterie (similaires à ceux observés actuellement) ainsi que les besoins en eau ponctuels pour le nettoyage du site, sont à considérer.

En revanche, l'agrandissement de la déchetterie sera à l'origine d'une augmentation des surfaces imperméabilisées sur le site, pouvant engendrer une hausse du ruissellement et du lessivage du sol. La surface imperméabilisée de la future déchetterie sera en effet de 3 750 m<sup>2</sup> contre environ 1 380 m<sup>2</sup> aujourd'hui.

Afin de compenser ce phénomène, un réseau de collecte des eaux pluviales sera mis en place sur l'ensemble du site. Des caniveaux à fente en béton seront ainsi créés pour la récupération des eaux pluviales de ruissellement sur le haut de quai et des grilles avaloir profil T permettront quant à elles la récupération des eaux de ruissellement en bas de quai. L'ensemble du réseau sera raccordé à un bassin de rétention aménagé en limite Nord du site, sur la parcelle 47.

Celui-ci sera dimensionné conformément au règlement d'urbanisme de la commune de St Gély-du-Fesc – Titre I : Dispositions applicables à toutes les zones, Article 4 : Dessertes par les réseaux, eaux pluviales – selon lequel « la compensation des surfaces imperméabilisées doit se faire par tout dispositif calculé au minimum sur la base de 120 litres par mètre carré imperméabilisé ». **Ainsi, en considérant une surface imperméabilisée de 3 750m<sup>2</sup>(surface de la déchetterie projetée) et un facteur de 120l/m<sup>2</sup> imperméabilisé, le volume du bassin de rétention sera égal à 450m<sup>3</sup>.**

Les eaux seront ensuite rejetées au milieu naturel après décantation et traitement par un séparateur d'hydrocarbures équipé d'un déversoir d'orage, dimensionné selon la norme NF EN 858-2 et EN 752-2. Le calcul de la taille nominale du séparateur est présenté au sein du mémoire explicatif réalisé par le cabinet GAXIEU et est rappelé ci-dessous.

La norme EN 752-2 permet le calcul du débit maximum en entrée de séparateur, nécessaire au calcul de la taille nominale de ce dernier :

$$Q_r = w * i * A$$

Avec :

- ✓  $Q_r$  : Débit maximum des eaux de pluie en entrée du séparateur, en litres par seconde ;
- ✓  $w$  : coefficient de ruissellement, égal à 0,9 (surfaces goudronnées) ;
- ✓  $i$  : intensité pluviométrique. La commune se trouvant en zone 3, l'intensité pluviométrique est égale à 0,05l/s/m<sup>2</sup> ;
- ✓  $A$  : surface imperméabilisée, égale 3 750m<sup>2</sup> pour la déchetterie ;

Le débit maximum est ainsi égal à 168,75 l/s. Le séparateur étant muni d'un déversoir d'orage, le débit des eaux traitées sera de 20%, soit un débit maximum en entrée du séparateur égal à  $0,2 * 168,75 = 33,75\text{l/s}$ .

Selon la norme NF EN 858-2, la taille nominale du séparateur est calculée à l'aide de la formule suivante :

$$TN = (Q_r + f_x * Q_s) * f_d$$

Avec :

- ✓  $TN$  : Taille nominale du séparateur ;
- ✓  $f_x$  : Facteur relatif à l'entrave selon la nature du déversement, égal à 0 dans notre cas, le séparateur ne recevant que les eaux de pluie ;
- ✓  $Q_s$  : Débit maximum des eaux usées de production en entrée du séparateur, en litres par seconde. Seules les eaux pluviales seront traitées par le séparateur d'hydrocarbures placé en sortie de bassin de rétention,  $Q_s$  est donc nul dans notre cas ;
- ✓  $f_d$  : Facteur relatif à la masse volumique des hydrocarbures concernés, égal à 1 pour les carburants, principaux polluants susceptibles de se retrouver dans les eaux de ruissellement.

Ainsi, pour le cas de la déchetterie de St Gély-du-fesc,  **$TN = Q_r = 40$** .

Le point de rejet actuel – fossé - sera conservé. Sa localisation est donnée sur la Figure 12 ci-dessous :



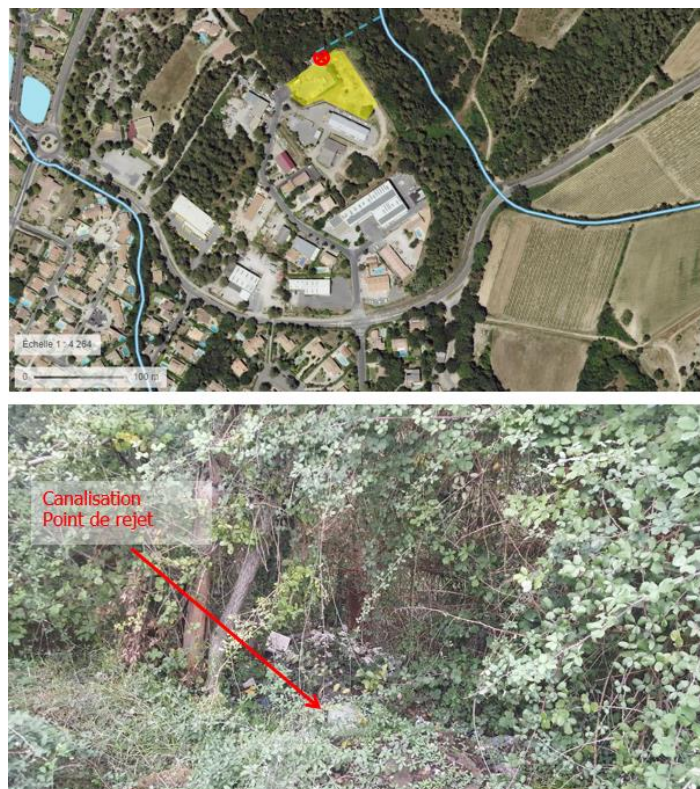


Figure 12 : Point de rejet actuel et futur des eaux pluviales au milieu naturel

Enfin, un obturateur pneumatique positionné en sortie du bassin permettra de confiner les eaux contenues dans le bassin en cas de pollution ainsi que les eaux d'incendie. Les eaux seront ensuite analysées puis évacuées vers un centre de traitement agréé.

Remarque : Les eaux de ruissellement seront entièrement collectées et traitées avant rejet au milieu naturel, en lieu et place du point de rejet actuel. Ainsi, les écoulements vers l'affluent du Lirou, situé à l'Est du projet, seront intégralement restitués au cours d'eau après traitement.

**L'impact du projet lié aux besoins en eau et aux eaux usées générées par l'installation est donc FAIBLE.**

Concernant la gestion des eaux pluviales, l'ensemble des eaux de ruissellement sera collecté par le réseau de récupération créé à cet effet vers le bassin de rétention. **L'impact du projet sur les eaux de surface et de profondeur lié à la gestion des eaux pluviales est donc MODERE.**

#### 5.2.1.5 Géologie

##### **En phase travaux**

Afin de limiter les incidences potentielles des travaux sur la géologie, et compte tenu de la nature des sols superficiels identifiée par FONDASOL (cf. paragraphe 5.1.1.5), les mesures suivantes seront mises en place :

- ✓ Les travaux seront réalisés à période favorable, à savoir en dehors des périodes de pluie ;
- ✓ Les travaux de terrassement seront réalisés par des professionnels selon les règles de l'art ;
- ✓ Les remblais seront effectués avec des matériaux sains et insensibles à l'eau, après purge d'une partie des remblais présents sur site et mise en place d'un géosynthétique ;
- ✓ Les pentes de talus seront réalisées en respectant le rapport de 3 de base pour 2 de hauteur ;
- ✓ Les matériaux enlevés du site suite aux opérations de déblais, principalement composés de matériaux argilo-graveleux et comprenant de nombreux débris (béton, enrobé, brique, etc.) seront évacués ;

- ✓ Les voiries seront réalisées avec une couche de forme minimum de 0,80 m environ en matériaux sains et insensibles à l'eau, mise en place sur un géotextile après excavation des éléments durs ou évolutifs.

Des études géotechniques de conception seront également réalisées conformément à la norme NFP 94-500.

**Considérant le respect des préconisations de l'étude géologique et le respect des mesures ci-dessus, l'impact du projet sur la géologie en phase travaux est considéré comme **FAIBLE**.**

#### **En phase d'exploitation**

L'exploitation de la déchetterie n'aura aucune incidence sur la géologie du site.

**L'incidence du projet sur la géologie est donc **NULLE**.**

#### 5.2.1.6 Risques naturels

##### 5.2.1.6.1 *Risque inondation*

La déchetterie n'est pas concernée par l'aléa inondation. En revanche, elle se situe à proximité d'une zone inondable naturelle d'aléa indifférencié, désignée zone rouge.

Le projet engendrera notamment une augmentation de la proportion des surfaces imperméabilisées, à l'origine du phénomène de ruissellement, pouvant notamment aggraver le risque inondation.

Afin de compenser l'imperméabilisation du site, un bassin de rétention de 450m<sup>3</sup> sera créé en partie Nord du site, situé au point bas du site d'implantation de la déchetterie. L'ensemble des eaux pluviales sera ainsi collecté par le réseau de récupération créé dans le cadre du projet d'agrandissement, puis dirigées vers le bassin de rétention.

**L'impact du projet sur le risque inondation sera donc **FAIBLE**.**

##### 5.2.1.6.2 *Risque feu de forêt - Incendies*

Le projet d'agrandissement de la déchetterie respecte les prescriptions imposées par le règlement du PPRIf de St-Gély-du-Fesc relatif aux zones de précaution forte :

- ✓ L'aménagement de la déchetterie est autorisé par l'article 2.1.1.2.9 du règlement du PPRIf. De plus, le local gardien comprendra uniquement des sanitaires, un vestiaire ainsi qu'un bureau, et aucune activité permanente n'y sera exercée ;
- ✓ Un poteau incendie est présent à moins de 150m de l'entrée de la déchetterie. Afin de respecter les prescriptions générales de l'arrêté du 26 mars 2012 et assurer la sécurité des biens et des personnes, un poteau incendie supplémentaire sera mis en place à l'entrée de la déchetterie, à moins de 100m de tout point du site (localisé sur la Figure 13 et sur le plan fourni en Annexe 5).
- ✓ La déchetterie est desservie par la rue de la Mine, reliée à la RD145, toutes deux ouvertes à la circulation publique normalisée. Le quai bas de la déchetterie joue le rôle de voie engin, permettant l'accès aux secours au sein de la déchetterie ainsi que l'accès aux espaces boisés soumis à l'aléa fort ;
- ✓ Le local gardien sera réalisé de manière à respecter les critères de constructibilité du règlement : murs en parpaings présentant un degré coupe-feu de 2h, toiture plate réalisée en matériau M0 (incombustible et ininflammable), porte d'une durée coupe-feu d'une demi-heure ;
- ✓ Une bande de 50m autour du local gardien sera maintenue débroussaillée. A noter que le local gardien et le quai de déchargement des déchets sont aménagés à distance des surfaces boisées soumises à l'aléa fort, en partie Sud du site. Le local des DDS sera positionné quant à lui à 35m minimum des espaces boisés.

A noter que le bassin de rétention sera positionné au Nord du site, et représentera ainsi une 1ère barrière à la propagation du feu vers le quai de déchargement en cas d'incendie.

Le local gardien sera muni de 2 extincteurs et de 2 détecteurs de fumée. La ligne téléphonique permettra d'alerter les secours, et les voies d'accès à la déchetterie seront laissées libres afin de faciliter toute intervention. Enfin, le site de la déchetterie sera régulièrement entretenu et les bennes évacuées afin de limiter la présence de matériaux combustibles. Il sera également interdit de fumer ou de faire un feu sur le site.



Figure 13 : Localisation du poteau incendie actuel (photo de gauche et vue aérienne) et futur

Le calcul du volume de rétention des eaux incendie est basé sur le document D9 du CNPP. Ce dernier préconise de prendre en compte les éléments suivants :

- ✓ Besoin pour la lutte extérieure pour 2h au minimum. L'arrêté du 26 mars 2012 stipulant que le débit minimal du poteau incendie doit être de 60m<sup>3</sup>/h pendant 2h, nous considérons **un besoin de 120m<sup>3</sup>** ;
- ✓ Moyens de lutte intérieure contre l'incendie : sprinklers, rideau d'eau, RIA, brouillard d'eau, etc. La déchetterie projetée ne comprendra aucun de ces équipements, le volume correspondant est donc égal à **0**.
- ✓ Volume d'eau lié aux intempéries : le document D9 préconise la prise en compte de **10l/m<sup>2</sup> de surface de drainage, soit 38m<sup>3</sup> dans le cas de la déchetterie** ;
- ✓ Présence stock de liquides : **20% du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume**, correspondant dans le cas présent au local de stockage de déchets dangereux. A ce stade de l'étude, il est difficile de déterminer la quantité de produits liquides qui seront stockés au sein de ce local. De manière pénalisante, nous considérerons la totalité du volume du local, soit 21m<sup>3</sup>, et donc un volume lié au stock de liquides égal à 4,2m<sup>3</sup>.

Le volume total à mettre en rétention est ainsi égal à  $120 + 0 + 38 + 4,2 = 162,2 \text{ m}^3$ .

Le bassin de rétention est ainsi bien en mesure de stocker la totalité des eaux incendie. Pour rappel, l'obturateur pneumatique permettra le confinement des eaux ainsi récupérées, qui seront analysées et traitées par un organisme agréé.

**L'incidence du projet sur le risque feu de forêt est donc FAIBLE.**

#### 5.2.1.6.3 Risque retrait-gonflement des argiles

L'agrandissement de la déchetterie sera réalisé conformément aux préconisations de l'étude géotechnique, rappelées ci-dessous :

- ✓ Les travaux seront réalisés à période favorable, à savoir en dehors des périodes de pluie ;
- ✓ Les travaux de terrassement seront réalisés par des professionnels selon les règles de l'art ;
- ✓ Les remblais seront effectués avec des matériaux sains et insensibles à l'eau, après purge d'une partie des remblais présents sur site et mise en place d'un géosynthétique ;

- ✓ Les pentes de talus seront réalisées en respectant le rapport 3 pour 2 (3m de base pour 2m de hauteur) ;
- ✓ Les matériaux enlevés du site suite aux opérations de déblais, principalement composés de matériaux argilo-graveleux et comprenant de nombreux débris (béton, enrobé, brique, etc.) seront évacués ;
- ✓ Les voiries seront réalisées avec une couche de forme minimum de 0.80 m environ en matériaux sains et insensibles à l'eau, mise en place sur un géotextile après excavation des éléments durs ou évolutifs.

Des études géotechniques de conception seront également réalisées conformément à la norme NFP 94-500.

L'exploitation de la déchetterie ne comporte quant à elle aucune incidence sur le risque retrait-gonflement des argiles.

**L'incidence du projet sur le risque retrait/gonflement des argiles est donc *FAIBLE*.**

#### 5.2.1.6.4 *Risque sismique*

Le local gardien, les ouvrages d'art et les voiries seront réalisés conformément à la réglementation sismique.

L'exploitation de la déchetterie ne comporte aucune incidence sur le risque sismique.

**L'incidence du projet sur le risque sismique est donc *NULLE*.**

## 5.2.2 Impact sur le milieu biologique

### 5.2.2.1 Sites naturels réglementés

Comme exposé au paragraphe 5.1.2, aucun site naturel réglementé n'est concerné par l'emprise du projet d'agrandissement de la déchetterie. De plus, la déchetterie ne sera pas à l'origine d'émissions atmosphériques ou aqueuses susceptibles d'atteindre ces sites.

**L'incidence du projet sur les sites réglementés est donc *NULLE* en phase travaux comme en phase d'exploitation.**

### 5.2.2.2 Enjeux écologiques recensés sur le secteur de Rouergas

Les parcelles concernées par le projet d'agrandissement de la déchetterie s'inscrivent majoritairement dans un tissu urbain. La parcelle 20 est entièrement urbanisée et utilisée pour la déchetterie actuelle, tandis que les parcelles 21 et 47 sont constituées en partie de pelouses rases et de milieux urbanisés, également utilisées par la déchetterie pour le stockage de déchets verts.

Dans ce contexte, les forêts mixtes, localisées en limites Nord-Ouest et Nord-Est de la zone d'étude, constituent l'habitat naturel le plus sensible.

#### **En phase travaux**

Dans le cadre du projet seront entrepris :

- ✓ Des opérations de défrichement et de décapage ;
- ✓ L'intervention d'engins sur le site ;
- ✓ Des déblaiements et des remblaiements ;
- ✓ L'aménagement du site : mise en place d'enrobés, construction du local gardien, aménagement des quais, etc.

En considérant l'emprise stricte du projet, le milieu biologique, dont la sensibilité est relativement faible sur les parcelles 20, 21 et 47, ne sera que très faiblement impacté.

Les opérations de défrichement réalisées dans le cadre de la mise en conformité avec le PPRIf nécessiteront cependant une intervention au sein des forêts mixtes, en limite Nord-Est de l'emprise de la déchetterie projetée. La surface à débroussailler représente cependant une proportion relativement faible des forêts mixtes présentes sur la commune (environ 0,015%).



**Les incidences pressenties du projet sont donc **FAIBLES** lorsque l'on considère l'emprise stricte du projet et **MODEREES** si l'on considère les opérations de débroussaillage à réaliser dans le cadre du PPRIf.**

### **En phase d'exploitation**

En fonctionnement nominal, la déchetterie ne sera pas à l'origine de nuisances susceptibles d'impacter le milieu naturel. De plus, il faut noter que les pourtours du bassin de rétention posséderont une pente inférieure ou égale à 6%, ce qui permettra aux petits mammifères et amphibiens éventuellement présents d'en ressortir aisément. Enfin, les espaces libres seront végétalisés et arborés avec des espèces demandant peu d'entretien et d'arrosage.

**L'incidence de la déchetterie projetée en phase exploitation est donc **NULLE**.**

### **5.2.3 Incidences sur le milieu humain**

Le projet d'agrandissement de la déchetterie ne comporte aucune incidence sur la démographie ou sur le patrimoine historique. A noter qu'en cas de découverte fortuite susceptible de présenter un caractère archéologique lors des travaux, les entreprises auront l'obligation de la déclarer immédiatement auprès des services de l'Etat concernés.

Concernant l'occupation des sols, la parcelle 20 est déjà occupée par la déchetterie actuelle. Les parcelles 21 et 47 seront en revanche aménagées afin de permettre l'extension du site.

Aucune infrastructure routière ne sera créée. En effet, l'accès à la déchetterie sera assuré par la rue de la Mine. Des voiries seront en revanche aménagées au sein du site afin d'assurer le déplacement des usagers ainsi que des camions en charge des rotations de bennes et des véhicules de secours en cas de besoin. Le trafic des usagers pourra être régulé par le gardien à l'aide de barrière automatique positionnée en entrée. A terme, cette barrière pourra être associée à un lecteur de badges pour refuser l'accès aux usagers qui ne seraient pas en règle (trop de passages, non résident, etc.).

Concernant les réseaux secs, ces derniers seront remis à neufs depuis les coffrets existants (électricité et télécommunication). Un nouveau TGBT sera installé dans le local du gardien projeté. Le réseau éclairage sera rénové avec la mise en œuvre de 6 mâts de 10 m de haut, chacun équipé d'un spot LED.

Pour les réseaux humides, comme exposé au paragraphe 1.1.1.1, un réseau de collecte des eaux pluviales sera créé sur le site de la déchetterie :

- ✓ Mise en place de canalisations de diamètre 300mm ;
- ✓ Caniveaux à fentes béton sur le quai haut ;
- ✓ Grilles avaloirs profil T pour le quai bas.

Les eaux ainsi collectées seront dirigées vers le bassin de rétention et traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel.

Concernant les eaux usées, le local gardien, unique source d'effluents de type domestiques, sera raccordé au réseau d'assainissement collectif.

### **Impact pressenti sur les déchets**

Le projet d'agrandissement de la déchetterie aura en revanche un impact sur la gestion des déchets. En effet, le site sera en mesure de collecter une quantité de déchets non dangereux et dangereux plus importante que celle acceptée actuellement. 14 bennes de collecte de déchets non dangereux seront notamment en place contre 7 actuellement.

Les déchets qui seront acceptés par la déchetterie sont récapitulés dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Déchets acceptés sur le site de la future déchetterie

Type de déchets	Nomenclature	Catégorie	Capacité maximum de stockage sur le site
<b>Cartons 30 m3</b>	15 01 01, 20 01 01	DND	451 m <sup>3</sup>
<b>Eco-mobilier 35 m3</b>	20 03 07	DND	
<b>Encombrants 35 m3</b>	20 03 07	DND	
<b>Ferraille 30 m3</b>	17 04 07, 20 01 40	DND	
<b>Gravats 30 m3</b>	17 09 04	DND	
<b>Plâtre 30 m3</b>	17 09 04	DND	
<b>Bois 30 m3</b>	17 02 01, 20 01 38	DND	
<b>Végétaux 180 m3</b>	20 02 01	DND	
<b>Textile</b>	20 01 11	DND	
<b>Verre 5m3</b>	17 02 02, 20 01 02	DND	
<b>Huile végétale 1 m3</b>	20 01 25	DND	
<b>DEEE (part non dangereux : 15 m3)</b>	20 01 36	DND	5 tonnes
	20 01 35*, 20 01 21*, 20 01 23*	DD	
<b>Huile de vidange</b>	20 01 26*	DD	
<b>DDS</b>	20 01 13*, 20 01 14*, 20 01 15*, 20 01 19*, 20 01 27*, 20 01 29*	DD	

Le dépôt de déchets ne sera autorisé que lors des horaires d'ouverture du site, sous le contrôle du gardien. Tout déchet non admissible sera refusé par ce dernier. Les bennes seront régulièrement évacuées et remplacées.

L'exploitant du site tiendra à jour un registre indiquant la nature et la quantité de produits dangereux détenus.

La traçabilité des déchets collectés par la déchetterie sera assurée par le biais d'un registre des déchets sortants établi et tenu à jour, et contiendra à minima les informations suivantes :

- ✓ La date de l'expédition ;
- ✓ Le nom et l'adresse du destinataire ;
- ✓ La nature et la quantité de déchets expédiés ;
- ✓ Le numéro de bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;
- ✓ L'identité du transporteur ;
- ✓ Le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- ✓ La qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;

- ✓ Le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

**Le projet aura donc une incidence *POSITIVE* sur la gestion des déchets à l'échelle de la commune et de la communauté de communes puisque il permettra une collecte plus importante des déchets dangereux et non dangereux tout en assurant leur suivi et donc leur traitement par la filière adéquate.**

## **6 RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'INSTALLATION (PIECE N°6 DU CERFA)**

---

### **6.1 DOCUMENTS JUSTIFIANT DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION**

Le tableau suivant présente l'ensemble des dispositions prises par la communauté de communes afin de respecter l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.



Tableau 5 : Dispositions mises en œuvre par la CCGPSL relatives aux prescriptions générales de l'arrêté du 26/03/2012

Articles	Dispositions prises par la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup
<b>Article 1</b>	Néant
<b>Article 2</b>	Néant. La déchetterie sera réalisée conformément au plan de masse fourni en Annexe 5 du présent dossier.
<b>Article 3</b>	Néant. L'exploitant devra garder à disposition un dossier « installation classée » comprenant, entre autres, le présent dossier d'enregistrement ainsi que l'arrêté préfectoral correspondant.
<b>Article 4</b>	Néant. La Communauté de communes informera l'inspection des installations classées de tout incident/accident de nature à porter atteinte à la commodité du voisinage, à la santé, la sécurité, la salubrité publiques, à l'agriculture, à la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, à l'utilisation rationnelle de l'énergie, à la conservation des sites et des monuments ainsi qu'aux éléments du patrimoine archéologique.
<b>Article 5</b>	L'agrandissement de la déchetterie sera réalisé en lieu et place de la déchetterie actuelle. Aucune habitation ne se situe sur le site d'implantation de la déchetterie.
<b>Article 6</b>	La majeure partie du site de la déchetterie sera revêtue (enrobé). Les espaces non revêtus, limités, seront entièrement végétalisés et entretenus.  Les aires de la déchetterie seront régulièrement nettoyées.  De plus, la déchetterie n'assure qu'une fonction de collecte des déchets, ceux-ci ne subiront donc aucun traitement susceptible de générer des émissions pulvérulentes (broyage, concassage, etc.).
<b>Article 7</b>	Le site est d'ores-et-déjà occupé par la déchetterie de St-Gely-du-Fesc, implanté dans une zone d'activités ; le foncier conservera donc un caractère industriel/urbain, et l'agrandissement de la déchetterie n'impactera pas de manière conséquente le paysage.  La déchetterie sera entretenue de manière régulière et maintenue dans un état de propreté en permanence.
<b>Article 8</b>	Le responsable du site sera Monsieur Laurent LADRECH, chef du service Déchets de la CCGPSL.  L'installation ne sera exploitée qu'en présence du gardien formé à la conduite de l'installation, pendant les heures d'ouverture de la déchetterie. En dehors des horaires d'ouverture, le site est clos.  Conformément au règlement intérieur des déchetteries de la Communauté de Communes, le gardien est chargé : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'assurer l'ouverture et la fermeture de la déchetterie ;</li> <li>• de veiller à la bonne tenue de la déchetterie ;</li> </ul>

Articles	Dispositions prises par la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• de veiller à une bonne sélection des matériaux ;</li> <li>• d'informer les utilisateurs et de veiller à leur sécurité sur le site ;</li> <li>• d'établir des statistiques de fréquentation et tenir les registres d'entrées des particuliers et des artisans ou professionnels ;</li> <li>• de délivrer les "Bon pour" afin de facturer les déchets déposés par les professionnels ;</li> <li>• de contrôler les entrées ;</li> <li>• de tenir à jour le registre des entrées des particuliers et des artisans ;</li> <li>• d'entretenir et de nettoyer la déchetterie</li> </ul>
<b>Article 9</b>	La déchetterie sera entretenue de manière régulière et maintenue dans un état de propreté en permanence.
<b>Article 10</b>	Les zones de risque sont indiquées sur le plan des ouvrages projetés présenté en Annexe 5.
<b>Article 11</b>	<p>Sont acceptés sur le site les huiles de vidange, les déchets dangereux, les solvants en petites quantités, les déchets dangereux spéciaux.</p> <p>La collecte de déchets dangereux est régie par la rubrique 2710-1 de la réglementation ICPE, selon laquelle la déchetterie est soumise à déclaration. Le local de stockage de déchets dangereux sera ainsi conforme aux prescriptions générales de l'arrêté du 27/03/2012 applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).</p> <p>Un registre de produits dangereux sera détenu par l'exploitant, auquel sera annexé un plan général des stockages.</p>
<b>Article 12</b>	<p>Les déchets dangereux sont stockés sur rétention, dans un local à l'abri des intempéries.</p> <p>L'ensemble des aires de la déchetterie est revêtu (enrobé).</p> <p>L'ensemble des eaux pluviales/de ruissellement est collecté par le réseau EP, puis dirigé vers le bassin de rétention étanche. Les éventuels hydrocarbures présents sont traités en sortie du bassin avant rejet au milieu naturel par un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>En cas de pollution accidentelle, un système d'obturation du bassin (obturateur pneumatique) permettra le confinement des eaux polluées au sein du bassin. Celles-ci sont ensuite analysées puis transférées vers un centre de traitement adapté.</p>
<b>Article 13</b>	<p>La déchetterie ne comportera qu'un unique local de stockage/entrepôt dédié aux déchets dangereux, présentant des caractéristiques de réaction au feu minimales A2 s2 d0. La collecte de déchets dangereux est régie par la rubrique 2710-1 de la réglementation ICPE, selon laquelle la déchetterie est soumise à déclaration. Le local de stockage de déchets dangereux sera ainsi conforme aux prescriptions générales de l'arrêté du 27/03/2012.</p> <p>Les autres déchets seront collectés dans des bennes/conteneurs.</p>

Articles	Dispositions prises par la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup
<b>Article 14</b>	Seul le local dédié au stockage des produits dangereux est concerné par le risque incendie. Ce dernier sera conforme aux prescriptions générales de l'arrêté du 27/03/2012 applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1.
<b>Article 15</b>	<p>Une nouvelle clôture de 2 m type simple torsion sera mise en place en périphérie de la déchetterie projetée. Elle sera raccordée à la clôture existante le long du bâtiment communal et à la clôture située dans le bosquet côté nord.</p> <p>Le site sera fermé en dehors des horaires d'ouverture, horaires indiqués sur un panneau à l'entrée de la déchetterie similaire aux panneaux présents sur l'ensemble des déchetteries de la communauté de communes.</p>
<b>Article 16</b>	<p>La circulation dans la déchetterie se fait à sens unique. Le trafic des usagers sera régulé par le gardien à l'aide d'une barrière automatique positionnée en entrée.</p> <p>Des panneaux seront mis en place notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Limiter la vitesse de circulation dans la déchetterie,</li> <li>- Limiter le gabarit le cas échéant,</li> <li>- Indiquer les zones piétonnes,</li> <li>- Indiquer le sens de circulation,</li> <li>- Indiquer la déchetterie (panneaux extérieurs à la déchetterie) si nécessaire,</li> <li>- Gérer la circulation (STOP et/ou Cédez le passage),</li> <li>- Interdire les accès non accessibles au public.</li> </ul> <p>La voie d'accès des camions pourra être utilisée en tant que voie engin, permettant de desservir les aires de stockage au moins sur une face, conformément au présent article.</p> <p>Des gardes corps de protection métalliques installés sur l'ensemble du quai assureront la sécurité des usagers.</p> <p>La superficie des aires de déchargement permettra les manœuvres de véhicules au sein du site.</p> <p>Voir plan fourni en Annexe 5.</p>
<b>Article 17</b>	<p>Le local gardien est équipé d'une VMC.</p> <p>L'installation n'est à l'origine d'aucune émission atmosphérique.</p>
<b>Article 18</b>	<p>Seul le local de collecte des déchets dangereux est concerné par le risque incendie/explosion. Celui-ci est conforme à l'arrêté du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1.</p> <p>Aucun équipement électrique, mécanique, hydraulique ou pneumatique ne sera présent au sein du local de collecte des DDS.</p>

Articles	Dispositions prises par la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup
<b>Article 19</b>	Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues et en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) seront mis à la terre.
<b>Article 20</b>	Le local gardien sera équipé de 2 détecteurs de fumée et de 2 extincteurs 6L (eau et additifs), localisés sur le plan fourni en Annexe 7.
<b>Article 21</b>	Un poteau incendie délivrant un débit de 60 m3/h est d'ores-et-déjà présent à 130m de l'entrée de la déchetterie. Afin de satisfaire au présent article et d'assurer la sécurité des biens et des personnes, un poteau incendie supplémentaire sera aménagé à l'entrée de la déchetterie, à moins de 100m de tout point du site (localisé sur le plan fourni en Annexe 5). Le local gardien sera équipé de 2 détecteurs de fumée et de 2 extincteurs 6L (eau et additifs). L'ensemble de ces dispositifs (poteau incendie, extincteur et détecteur) est localisé sur les plan fournis en Annexe 5 et Annexe 7.
<b>Article 22</b>	Les équipements d'alerte (détecteur de fumée) et de secours (poteau incendie, extincteurs) sont localisés sur les plan fournis en Annexe 5 et Annexe 7. Les réseaux secs et humides sont présentés sur le plan de masse fourni en Annexe 5. L'ensemble des eaux d'incendie seront collectées par le réseau EP et dirigées vers le bassin de rétention. L'obturateur pneumatique positionné en sortie de bassin permettra le confinement de ces eaux.
<b>Article 23</b>	Seul le local de collecte des DD est concerné par le risque incendie et le risque d'explosion, et respectera les préconisations données par l'arrêté du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1. Toute opération sur ce local fera l'objet d'un permis feu.
<b>Article 24</b>	Le gardien sera formé. Les consignes d'intervention lui seront ainsi promulguées et seront à disposition au sein du local gardien.
<b>Article 25</b>	Les extincteurs seront contrôlés annuellement par un organisme agréé.
<b>Article 26</b>	L'ensemble du personnel reçoit une ou plusieurs formations parmi celles citées ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>- « Le métier d'agent de déchetterie »</li><li>- « Formation préalable obligatoire des assistants de prévention »</li><li>- « Le professionnel face aux conflits dans la relation à l'utilisateur »</li><li>- « Formation continue obligatoire des assistants et assistants de prévention 1ère année »</li><li>- « Formation des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail »</li></ul> Les attestations de formation sont disponibles auprès du sous-service déchets du service environnement.

Articles	Dispositions prises par la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup
<b>Article 27</b>	<p>Des garde-corps métalliques de protection seront disposés le long du quai de déchargement. Ceux-ci sont localisés sur le plan fourni en Annexe 5.</p> <p>Les escaliers métalliques permettant l'accès au quai bas seront fermés au public à l'aide d'un portillon, sur lequel sera positionné un panneau d'interdiction d'accès.</p> <p>Des panneaux sont également positionnés au sein de la déchetterie afin d'indiquer les zones piétonnes, le sens de circulation, etc.</p> <p>La déchetterie sera entretenue et rangée régulièrement.</p> <p>6 mâts de 10m de haut seront mis en place sur la déchetterie, chacun équipé d'un spot LED.</p>
<b>Article 28</b>	<p>Un conteneur de recyclerie de 30m<sup>3</sup> sera installé sur la déchetterie, identifié et à distance des bennes à déchets (voir sa localisation sur le plan fourni en Annexe 5). L'accès à ce conteneur ne pourra se faire qu'en présence du gardien.</p>
<b>Article 29</b>	<p>L'ensemble des déchets dangereux sera stocké sur rétention dans le local DDS localisé sur le plan fourni en Annexe 5.</p> <p>Les DDS seront stockés en fonction de leur compatibilité. Le gardien est formé et connaît les règles d'incompatibilité des produits chimiques.</p> <p>L'ensemble des eaux de ruissellement du site sera collecté par le réseau d'eaux pluviales. L'ensemble du réseau sera raccordé à un bassin de rétention aménagé en limite Nord du site, sur la parcelle 47, équipé d'un ouvrage de régulation, d'un obturateur pneumatique et d'un séparateur d'hydrocarbures. Le calcul du volume du bassin de rétention est fourni au paragraphe 1.1.1.1. Le calcul du volume des eaux incendie se base quant à lui sur le document D9 du CNPP et est présenté au paragraphe 5.2.1.6.2.</p> <p>Le bassin de rétention sera en mesure de collecter l'ensemble des eaux incendie. En effet, le volume des eaux incendie est estimé à 162,2 m<sup>3</sup> (cf. calcul présenté au paragraphe 5.2.1.6.2). Le bassin de rétention sera donc en mesure de collecter l'ensemble de ces eaux (pour rappel, le volume du bassin de rétention est égal à 450m<sup>3</sup>).</p> <p>En l'absence de pollution avérée, les eaux du bassin de rétention seront rejetées au milieu naturel et respecteront les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L212-1 du code de l'environnement ainsi que les valeurs limite de rejet données à l'article 35 du présent arrêté.</p>
<b>Article 30</b>	<p>Aucun prélèvement d'eau ou forage ne sera réalisé.</p> <p>La déchetterie sera uniquement raccordée au réseau public d'alimentation en eau potable pour le local gardien (sanitaires, vestiaires) et pour le point d'eau extérieur.</p>
<b>Article 31</b>	<p>Les eaux usées proviendront uniquement du local gardien, qui sera raccordé au réseau d'assainissement public.</p> <p>Les eaux pluviales seront collectées par le réseau EP et dirigées vers le bassin de rétention.</p> <p>L'ensemble des réseaux humides projetés ainsi que les points de branchement, regards, vannes, grille est présenté sur le plan de masse fourni en Annexe 5.</p>
<b>Article 32</b>	<p>Mise en place d'un réseau de récupération des eaux pluviales : pose de canalisations diamètre 300mm en béton centrifugé armé, caniveaux à fente en béton pour la récupération des eaux pluviales de ruissellement sur le haut du quai, grilles à avaloir pour la récupération des eaux de ruissellement en bas de quai. L'ensemble des eaux pluviales ainsi collecté sera dirigé vers le bassin de rétention de 450 m<sup>3</sup>, dimensionné de manière à compenser l'imperméabilisation de 3 750m<sup>2</sup> de terrain. Les eaux</p>



Articles	Dispositions prises par la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup
	seront ensuite rejetées au milieu naturel après décantation et traitement par un séparateur d'hydrocarbures. Un obturateur pneumatique positionné en sortie du bassin permettra de confiner les eaux contenues dans le bassin en cas de pollution ainsi que les eaux d'incendie. Les eaux seront ensuite analysées puis évacuées vers un centre de traitement agréé.
<b>Article 33</b>	Les rejets au milieu naturel seront compatibles avec les objectifs de qualité visés au IV de l'article L212-1 du code de l'environnement.
<b>Article 34</b>	Le point de rejet des eaux pluviales au milieu naturel sera conservé en lieu et place. Il s'agit de l'unique point de rejet au milieu naturel.
<b>Article 35</b>	Seul le local gardien est à l'origine d'eaux usées domestiques et est raccordé au réseau d'assainissement collectif. Aucun effluent industriel n'est émis par la déchetterie.
<b>Article 36</b>	Aucun effluent industriel n'est émis par la déchetterie. Les eaux usées domestiques issues du local gardien sont raccordées au réseau d'assainissement collectif. Aucun rejet d'eaux résiduaires n'est donc réalisé vers le milieu naturel.
<b>Article 37</b>	L'ensemble des eaux de ruissellement est collecté par le réseau EP et dirigé vers le bassin de rétention, étanché à l'aide d'une géomembrane. Les eaux seront ensuite rejetées au milieu naturel après décantation et traitement par un séparateur d'hydrocarbures. Un obturateur pneumatique positionné en sortie du bassin permettra de confiner les eaux contenues dans le bassin en cas de pollution ainsi que les eaux d'incendie. Les eaux seront ensuite analysées puis évacuées vers un centre de traitement agréé.
<b>Article 38</b>	Aucun rejet d'eaux résiduaires ne sera réalisé. En cas de pollution, les eaux seront confinées dans le bassin de rétention avant analyse et évacuation vers un centre de traitement agréé.
<b>Article 39</b>	Aucun épandage n'est réalisé par la déchetterie.
<b>Article 40</b>	La nature même des déchets collectés n'est pas susceptible de générer des flux malodorants significatifs. Ainsi les papiers, cartons, gravats, métaux, encombrants, déchets électriques et électroniques, ne présentent pas de risque d'une quelconque dégradation, et ne généreront aucune nuisance olfactive. Les ordures ménagères ainsi que les déchets putrescibles ne sont pas acceptés dans la déchetterie. Les bennes de déchets verts seront fréquemment enlevées afin de minimiser le risque de nuisances olfactives.
<b>Article 41</b>	La zone à émergence réglementée (ZER) la plus proche se situe à environ 60m au sud de l'installation (habitation). A noter que la déchetterie se situe dans une zone d'activité, à proximité de 2 garages automobiles, installations pouvant être à l'origine de nuisances sonores.

Articles	Dispositions prises par la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup
	<p>Le niveau de bruit ambiant ne dépassera pas 70 dB(A) (la déchetterie n'est ouverte que la journée). Concernant l'émergence, elle ne devra pas dépassée 5 dB(A).</p> <p>L'ensemble des engins utilisés dans la déchetterie seront conformes à l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments. La mise en place de butée de bennes en caoutchouc sur les murs limitera l'impact sonore lors des rotations de bennes.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera effectuée tous les 3 ans par un organisme qualifié. La 1<sup>ère</sup> mesure sera effectuée dans l'année suivant le démarrage de l'installation.</p>
<b>Article 42</b>	<p>La collecte des déchets ne pourra être réalisée que lors des périodes d'ouverture de la déchetterie, à savoir le lundi de 14h à 18h, le mercredi, vendredi et samedi de 9h à 12h et de 14h à 18h, le dimanche de 9h à 12h, et cela en présence du gardien.</p> <p>Les cartons, éco-mobiliers, encombrants, ferrailles, gravats, plâtre, bois et végétaux seront collectés dans des bennes de 30m<sup>3</sup>.</p> <p>Des caissons maritimes accueilleront la collecte des DDS, les DEEE et la recyclerie.</p> <p>Des colonnes recevront quant à elle l'huile, le textile, le verre et le papier.</p> <p>La localisation de ces installations est présentée sur le plan de masse fourni en Annexe 5.</p> <p>L'indication des filières sera donnée soit par des panneaux soit par un système de marquage sur les banques de déchargement.</p> <p>Le gardien vérifiera quotidiennement le remplissage des différents conteneurs.</p>
<b>Article 43</b>	<p>Un registre des déchets sortants sera établi et tenu à jour par l'exploitant de la déchetterie.</p>
<b>Article 44</b>	<p>La déchetterie sera uniquement à l'origine de déchets de type ménager, lié à la présence du gardien sur le site. Ces déchets seront évacués vers un point de collecte des ordures ménagères.</p> <p>Aucun autre type de déchet n'est produit par la déchetterie.</p>
<b>Article 45</b>	<p>Le brûlage de déchets est interdit sur la déchetterie.</p>
<b>Article 46</b>	<p>Les bennes seront couvertes d'une bâche ou d'un filet pour leur évacuation par camion.</p> <p>Le transport des déchets dangereux respectera les dispositions de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.</p>
<b>Article 47</b>	<p>Néant</p>
<b>Article 48</b>	<p>Néant</p>

## 7 COMPATIBILITE AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES (PIECE N°12 DU CERFA)

Conformément à l'article R512-46-4 du code de l'environnement, le dossier d'enregistrement doit comprendre les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 16° à 23°, 26° et 27° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36 (Plan de protection de l'atmosphère).

Le tableau suivant présente la liste des plans, schémas et programmes concernés :

Tableau 6 : Plans, schémas et programmes visés par l'article R122-17 du code de l'environnement

Plans, schémas et programmes	Intitulé
<b>Plan local d'urbanisme</b>	PLU de St-Gély-du-fesc
<b>Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux - SDAGE</b>	SDAGE Rhône Méditerranée Corse
<b>Schéma d'aménagement et de gestion des eaux - SAGE</b>	SAGE « Lez-Mosson-Etangs Palavasiens »
<b>Schéma régional des carrières</b>	Non concerné
<b>Plan national de prévention des déchets</b>	PNPD 2014-2020
<b>Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets</b>	Non concerné
<b>Plan régional de prévention et de gestion des déchets</b>	PRPGD Occitanie en cours d'élaboration PREDD LR
<b>Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs</b>	Non concerné, aucun déchet radioactif n'étant collecté par la déchetterie
<b>Plan de gestion des risques d'inondation</b>	PPRI de la commune de St-Gély-du-Fesc
<b>Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole</b>	Non concerné
<b>Programme régional de la forêt et du bois</b>	Non Concerné
<b>Directives d'aménagement mentionnées au 1° de l'article L. 122-2 du code forestier</b>	Non Concerné

### 7.1 COMPATIBILITE AVEC LE PLU

Comme exposé au titre 3.3.3, les parcelles 20 et 21 sont actuellement classées en zone UE2 tandis que la parcelle 47 est classée en zone UE2 et A.

Une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU et autorisant l'agrandissement de la déchetterie a cependant été lancé par la commune de St-Gély-du-Fesc (cf. attestation de lancement de la procédure fournie en Annexe 6).

**Le projet sera donc compatible avec le PLU de St-Gély-du-Fesc.**

## 7.2 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE RMC

Institués par la loi sur l'eau de 1992, le SDAGE définit pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales visant à assurer une gestion harmonieuse de la ressource en eau.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 a été adopté le 20 novembre 2015. Il fixe pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la Directive Européenne sur l'Eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'Environnement pour l'atteinte d'un bon état des milieux aquatiques d'ici 2021.

En plus de ces orientations générales, le SDAGE fixe des objectifs précis à atteindre pour les masses d'eau souterraines et de surface. Cette partie s'attache ainsi à vérifier dans un 1<sup>er</sup> temps la compatibilité du projet avec les grandes orientations du SDAGE et dans un 2<sup>ème</sup> temps avec les objectifs fixés par masse d'eau.

### 7.2.1 Compatibilité avec les grandes orientations du SDAGE

Afin de juger de la compatibilité du projet avec les différentes orientations du SDAGE, celles-ci sont reprises ci-après sous forme de grandes thématiques et des réponses synthétiques renvoyant aux différentes pièces du présent dossier sont formulées :

#### ➔ **Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité**

Le projet sera réalisé en prenant en compte les préconisations de protection des eaux.

#### ➔ **Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques**

Aucun cours d'eau n'est présent sur l'emprise du projet. De plus, la déchetterie ne sera à l'origine d'aucune émission atmosphérique ou aqueuse pouvant impacter les milieux aquatiques. L'ensemble des eaux de ruissellement sera collecté par un réseau de collecte des eaux pluviales spécifique, dirigé vers le bassin de rétention puis rejeté au milieu naturel après décantation et traitement par un séparateur d'hydrocarbures positionné en sortie de bassin. En cas de pollution ou d'incendie, un obturateur pneumatique permettra le confinement des eaux collectées dans le bassin.

Le local gardien sera raccordé au réseau d'assainissement collectif.

#### ➔ **Intégrer les dimensions sociales et économiques afin d'assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement**

Non concerné.

#### ➔ **Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau**

Non concerné.

#### ➔ **Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la sante**

La déchetterie ne sera à l'origine d'aucune émission atmosphérique ou aqueuse pouvant impacter le milieu naturel.

De plus, afin de compenser la perte de surfaces perméables liée à l'agrandissement de la déchetterie, un bassin de rétention d'un volume de 450m<sup>3</sup> sera créé et permettra la collecte de l'ensemble des eaux pluviales grâce au développement d'un réseau de récupération des eaux de ruissellement/eaux pluviales. Ce dernier sera équipé d'un ouvrage de régulation du débit de rejet, d'un séparateur d'hydrocarbures et d'un obturateur pneumatique. En cas de pollution ou d'incendie, un obturateur pneumatique permettra le confinement des eaux dans le bassin.

#### ➔ **Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides**

Aucun cours d'eau ou zone humide n'est présent sur le site du projet.

De plus, la déchetterie ne sera à l'origine d'aucune émission atmosphérique ou aqueuse pouvant impacter le milieu naturel en général et les milieux aquatiques en particulier.

Les déchets dangereux seront stockés dans des collecteurs fermés placés sur rétention, placés au sein d'un local fermé, à l'abri des intempéries. En cas de déversement accidentel, les eaux de ruissellement seront collectées par le réseau d'eaux pluviales puis dans le bassin de rétention. L'obturateur pneumatique permettra le confinement

A noter que le site de la déchetterie est implanté au sein du périmètre de protection rapprochée du captage du Pézouillet, qui n'est plus utilisé aujourd'hui, et pour une procédure d'abrogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) va être menée par la commune.

➔ **Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir**

Non concerné.

➔ **Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques**

La déchetterie n'est pas concernée par l'aléa inondation. Toutefois, il faut noter que l'augmentation de la proportion de surfaces imperméabilisées à l'origine du phénomène de ruissellement est compensée par la création d'un bassin de rétention de 450m<sup>3</sup>, permettant de collecter l'ensemble des eaux pluviales du site, ainsi que les eaux d'incendie. En cas de pollution accidentelle, les eaux seront confinées au sein du bassin à l'aide d'un obturateur pneumatique.

## 7.2.2 Compatibilité avec les mesures prescrites par le SDAGE

Nota : Aucun des cours d'eau concerné par les objectifs du SDAGE n'est présent sur le site de la déchetterie projetée. Cependant, afin de s'assurer de la compatibilité du projet avec le SDAGE, les objectifs concernant les masses d'eau du territoire communal sont passés en revue dans la suite du paragraphe.

Les tableaux suivants mettent en relation les mesures préconisées par le SDAGE et les caractéristiques du projet, et permettent de vérifier la compatibilité du projet avec le SDAGE.

Tableau 7 : Programme de mesures concernant les masses d'eau souterraines du territoire communal

Thématique	N°	Mesures ou préconisations	Caractéristiques et impacts potentiels du projet
<b>Calcaires et marnes éocènes et oligocènes de l'avant pli de Montpellier – FRDG239</b>			
<b>Mesures spécifiques du registre des zones protégées</b>			
<b>Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole</b>	AGR0201	Limiter les transferts de fertilisants et l'érosion dans le cadre de la Directive nitrates	Non concerné
	AGR0301	Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, dans le cadre de la Directive nitrates	Non concerné
	AGR0803	Réduire la pression azotée liée aux élevages dans le cadre de la Directive nitrates	Non concerné



Tableau 8 : Programme de mesures concernant les masses d'eau superficielles – Sous bassin CO817809

Thématique	N°	Mesures ou préconisations	Caractéristiques et impacts potentiels du projet
<b>Mesures pour atteindre les objectifs de bon état</b>			
<b>Altération de la morphologie</b>	MIA0203	Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes	Non concerné
	MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	Non concerné
<b>Altération de l'hydrologie</b>	MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	Non concerné
	RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	Non concerné
<b>Autres pressions</b>	MIA0701	Gérer les usages et la fréquentation sur un site naturel	Non concerné
<b>Pollution diffuse par les pesticides</b>	AGR0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur portant sur la réduction des pollutions diffuses ou ponctuelles d'origine agricole	Non concerné
	AGR0303	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	Non concerné
	AGR0401	Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)	Non concerné
	COL0201	Limiter les apports diffus ou ponctuels en pesticides non agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives	Non concerné
<b>Pollution ponctuelle urbaine et industrielle hors substances</b>	ASS0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur portant sur la réduction des pollutions associées à l'assainissement	Non concerné
	ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	Mise en place d'un réseau de récupération des eaux pluviales et création d'un bassin de rétention permettant de collecter l'ensemble des eaux de ruissellement du site. Le bassin de rétention sera équipé d'un séparateur d'hydrocarbures et d'un obturateur pneumatique.

Thématique	N°	Mesures ou préconisations	Caractéristiques et impacts potentiels du projet
	ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	Le local gardien sera raccordé au réseau d'assainissement public.
	ASS0801	Aménager et/ou mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif	Le local gardien sera raccordé au réseau d'assainissement public.
	IND0501	Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions essentiellement liées aux industries portuaires et activités nautiques	Non concerné
	MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	Non concerné. Aucune zone humide n'est présente sur ou à proximité du site d'implantation du projet.
<b>Prélèvements</b>	RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	Non concerné
	RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	Non concerné
	RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	Non concerné
<b>Mesures spécifiques du registre des zones protégées</b>			
<b>Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole</b>	AGR0201	Limiter les transferts de fertilisants et l'érosion dans le cadre de la Directive nitrates	Non concerné
	AGR0301	Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, dans le cadre de la Directive nitrates	Non concerné
	AGR0803	Réduire la pression azotée liée aux élevages dans le cadre de la Directive nitrates	Non concerné

**Ainsi, au regard des grandes orientations et des objectifs du SDAGE et des caractéristiques du projet, le projet d'agrandissement de la déchetterie de St-Gély-du-Fesc est compatible avec le SDAGE RMC.**

### 7.3 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SAGE « LEZ-MOSSON-ÉTANGS PALAVASIENS »

Le SAGE « Lez-Mosson-Etangs Palavasiens » a été approuvé par arrêté préfectoral le 29 juillet 2003. Son périmètre s'étend du Pic Saint-Loup à la mer, et représente une superficie de 746 km<sup>2</sup> (12% de la superficie de l'Hérault). Le SYBLE (Syndicat du Bassin du Lez) est la structure porteuse du SAGE.

Le SAGE de 2003 a permis d'instaurer une approche globale et cohérente à l'échelle du bassin versant. Il est devenu le document de référence commun en matière de gestion durable, équilibrée et concertée de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Afin de tenir compte des évolutions réglementaires et des enjeux émergents sur le territoire, ce schéma a fait l'objet d'une révision en 2015, permettant de poursuivre la dynamique engagée et de répondre aux défis actuels de la gestion de l'eau. Un bilan du 1er SAGE a ainsi été réalisé, ainsi qu'un état des lieux de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Des commissions thématiques se sont alors réunies pour échanger sur les constats dressés, définir la stratégie et orienter la politique de l'eau à mener sur le bassin versant.

La stratégie du SAGE révisé s'articule ainsi autour de 5 objectifs généraux, objectifs mis en parallèle avec les caractéristiques du projet :

- ✓ A - Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes pour garantir le maintien de la biodiversité et la qualité de l'eau ;
  - Non concerné : Aucun cours d'eau ou zone humide n'est présent sur le site du projet. De plus, la déchetterie ne sera à l'origine d'aucune émission atmosphérique ou aqueuse pouvant impacter le milieu naturel en général et les milieux aquatiques en particulier.
- ✓ B - Concilier la gestion des risques d'inondation avec le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et humides ;
  - La déchetterie n'est pas concernée par l'aléa inondation. Toutefois, il faut noter que l'augmentation de la proportion de surfaces imperméabilisées à l'origine du phénomène de ruissellement est compensée par la création d'un bassin de rétention de 450m<sup>3</sup>, permettant de collecter l'ensemble des eaux pluviales du site, ainsi que les eaux d'incendie.
- ✓ C - Assurer l'équilibre quantitatif et le partage de la ressource naturelle entre les usages pour éviter les déséquilibres quantitatifs et garantir les débits biologiques ;
  - Non concerné : Le projet d'agrandissement de la déchetterie n'a pas pour vocation d'augmenter les besoins en eau potable.
- ✓ D - Reconquérir et préserver la qualité des eaux en prévenant la dégradation des milieux aquatiques et biologiques ;
  - Non concerné : Aucun cours d'eau ou zone humide n'est présent sur le site du projet.
- ✓ E - Développer la gouvernance de l'eau sur le bassin versant.
  - Non concerné.

**Ainsi, considérant les caractéristiques du projet d'agrandissement de la déchetterie et les objectifs du SAGE « Lez-Mosson-Etangs Palavasiens », il apparaît que le projet est compatible avec celui-ci.**

## 7.4 PLANS DE GESTION ET DE PREVENTION DES DECHETS

### 7.4.1 Plan national de prévention des déchets

Dans la lignée du plan national de prévention des déchets 2004-2012, le programme national de prévention des déchets 2014-2020 a pour ambition de rompre la corrélation entre production de déchets et croissance économique et démographique.

Il cible toutes les catégories de déchets (déchets minéraux, déchets dangereux, déchets non dangereux non minéraux) et l'ensemble des acteurs économiques (ménages, entreprises privées, administrations publiques, déchets de biens et de services publics).

Ce programme couvre 55 actions de prévention et est articulé autour de 13 axes :

- ✓ Mobiliser les filières REP (Responsabilité Elargie des Producteurs) au service de la prévention des déchets ;
- ✓ Augmenter la durée de vie des produits et lutter contre l'obsolescence programmée ;
- ✓ Prévenir les déchets des entreprises ;
- ✓ Prévenir les déchets du BTP (construction neuves ou rénovations) ;
- ✓ Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation ;
- ✓ Poursuivre et renforcer la prévention des déchets verts et la gestion de proximité des biodéchets ;
- ✓ Lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- ✓ Poursuivre et renforcer des actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable ;
- ✓ Mobiliser des outils économiques incitatifs ;
- ✓ Sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets ;
- ✓ Déployer la prévention dans les territoires par la planification et l'action locales ;
- ✓ Promouvoir des administrations publiques exemplaires en matière de prévention des déchets ;
- ✓ Contribuer à la démarche de réduction des déchets marins.

**Le projet d'agrandissement de la déchetterie est compatible avec ce plan dans la mesure où :**

- ✓ Il contribue à une meilleure gestion des déchets des particuliers et des professionnels et lutte contre les dépôts sauvages sur la commune et la communauté de communes ;
- ✓ Il participe au réemploi avec la mise en place d'une « recyclerie » sur le site ;
- ✓ Il permet le suivi des déchets collectés jusqu'à leur évacuation.

#### **7.4.2 Plan régional de prévention des déchets**

La loi NOTRe d'août 2015 a conféré aux régions la compétence de planification, de prévention et de gestion des déchets qui étaient alors dévolues aux départements. Dans ce cadre, un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets pour la région Occitanie est en cours d'élaboration et devrait être adopté début 2019.

**La compatibilité du projet avec le PRPGD Occitanie ne peut donc être vérifiée à ce jour.** Néanmoins, le projet concernant l'agrandissement d'une déchetterie et donc une optimisation de la gestion des déchets sur la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup, nous pouvons supposer que ce dernier est bien compatible avec ce plan.

A noter l'existence du Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux de Languedoc-Roussillon (PREDD LR), adopté en 2009 pour une durée de 10 ans, s'articulant autour des 4 objectifs suivants :

- ✓ Prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets dangereux, afin de minimiser leurs impacts sur la santé humaine et l'environnement ;
- ✓ Organiser et limiter leur transport, afin de réduire les risques dus au transport de déchets dangereux, notamment par la route ;
- ✓ Procéder à leur élimination et à leur valorisation ;
- ✓ Assurer l'information du public.

**Le projet est compatible avec le PREDD LR dans la mesure où :**

- ✓ Un point de collecte des déchets dangereux spéciaux sera présent au sein de la déchetterie ;
- ✓ Le suivi des déchets dangereux de leur collecte jusqu'à leur élimination sera effectué ;
- ✓ Il contribue à l'information du public sur les déchets dangereux.

## 7.5 PPRI DE LA COMMUNE DE ST-GELY-DU-FESC

Comme présenté au paragraphe 5.1.1.7.1, la commune de Saint-Gély-du-Fesc fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI), prescrit en décembre 2002 et approuvé par arrêté préfectoral du 11 mai 2007.

La zone d'étude n'est pas concernée par l'aléa inondation. Toutefois, afin de limiter le phénomène de ruissellement lié à l'imperméabilisation des surfaces et ainsi ne pas contribuer au risque inondation, le projet prévoit la réalisation :

- ✓ D'un réseau de récupération de l'ensemble des eaux pluviales sur le site ;
- ✓ La création d'un bassin de rétention de 450 m<sup>3</sup>, raccordé au réseau EP, et permettant la collecte des eaux de ruissellement ainsi que des eaux d'incendie en cas de sinistre. Les eaux seront ensuite rejetées au milieu naturel après décantation et traitement par un séparateur d'hydrocarbures. Un obturateur pneumatique positionné en sortie du bassin de rétention permettra également le confinement des eaux en cas de pollution.

**Le projet est donc compatible avec le PPRI de la commune de St-Gély-du-Fesc.**



## 8 CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE EN FIN D'EXPLOITATION

Conformément à l'article R512-46-4 du Code de l'environnement, une proposition du type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif doit être fournie avec chaque exemplaire de la demande d'enregistrement. Cette proposition doit être accompagnée de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que de celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

L'avis du Maire de la commune de St-Gély-du-Fesc est fourni en Annexe 8 du présent dossier.

### 8.1 REMISE EN ETAT DU SITE APRES CESSATION D'ACTIVITE

Avant tous travaux, une analyse préliminaire sera réalisée afin d'identifier :

- ✓ Les risques potentiels liés aux opérations de démantèlement et de décontamination ;
- ✓ Les pollutions potentielles présentes ou historiques.

Les installations seront ensuite nettoyées, décontaminées et démantelées. Les gravats et les matériaux de construction seront éliminés et les sols réhabilités si cela s'avérait nécessaire.

Cette réhabilitation permettra ainsi un nouvel usage du site.

### 8.2 CHOIX DES USAGES FUTURS DU SITE

La remise en état du site permettra un usage futur de type industriel ou artisanal.